LA DOCTRINE COMMUNISTE

DE

MARX - ENGELS - LÉNINE

STALINE

EN SIX COURS

★

Vingt ans de luttes

pour le salut du peuple de France

Histoire du Parti Communiste Français

COURS N° 5



ÉDITÉ PAR
LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
(S. F. I. C.)

PRIX : 3 FRANCS

INTRODUCTION

Objet du cinquième Cours

NOUS étudierons dans ce cours l'Histoire du Parti depuis sa formation jusqu'à la deuxième guerre impérialiste. L'action du Parti depuis juin 1940 sera étudiée dans le sixième cours consacré à notre programme.

L'exposé contenu dans ce cours est un exposé *sommaire* destiné à évoquer les grandes étapes de l'Histoire du Parti.

Ce qu'est l'Histoire du Parti Communiste Français

L'histoire du Parti Communiste Français embrasse à présent une période de plus de vingt ans. Elle va des petits groupes d'opposition qui se sont formés, à partir de 1915, dans les sections socialistes et les syndicats contre « l'Union sacrée », au grand parti de masse Marxiste-Léniniste que notre Parti est aujourd'hui.

Cette opposition, dont notre parti est issu, a grandi sur le terrain du mouvement de masse qui se développait en France, contre la guerre impérialiste et ses horreurs, durant les années de la guerre et des deux années d'après-guerre, alors que déferle sur le monde la première vague des explosions révolutionnaires (1). Trois générations s'y rencontrèrent : les meilleurs représentants du socialisme et du syndicalisme d'avant-guerre ; les combattants des tranchées et des grèves de masse des années 18, 19 et 20, et la jeune génération montante. C'est Lénine et la Révolution d'octobre qui leur ont montré la voie : l'adhésion à l'Internationale Communiste pour forger le Parti révolutionnaire de combat marxiste-léniniste du prolétariat français.

Le Parti Communiste Français qui naquit ainsi s'est développé dans la lutte pour arracher les travailleurs à l'influence de la bour-

(1) Voir le quatrième cours.

geoisie et de ses agents de toute espèce ; dans la lutte contre l'idéologie impérialiste et chauvine ; la démagogie des politiciens radicaux, socialistes et réformistes. Il s'est consolidé dans la lutte pour l'unité dans ses rangs sur la base du marxisme-léninisme et l'organisation léniniste, contre les tendances opportunistes et sectaires ; contre les éléments petits-bourgeois hostiles à la liquidation des faiblesses du vieux Parti et rebelles à l'organisation et à la discipline prolétariennes ; contre les agents envoyés par l'ennemi pour empêcher les progrès du Parti et provoquer sa décomposition.

Le Parti s'est renforcé, et il s'est lié indissolublement avec les masses, dans une lutte implacable contre tous les ennemis du peuple de France : l'oligarchie capitaliste et ses agents, fauteurs de guerre, de misère et d'oppression ; les ligues fascistes subventionnées par les trusts et les banques ; les traîtres à la solde des impérialistes étrangers.

L'histoire du Parti Communiste Français est l'histoire de vingt années de luttes pour le salut du peuple de France. C'est l'histoire de la lutte *pour la paix* depuis la lutte contre le traité de Versailles jusqu'à la lutte contre la deuxième guerre impérialiste ; *pour le pain*, depuis la crise de l'après-guerre jusqu'à la famine qu'organisent l'impérialisme allemand et ses soutiens de Paris et de Vichy ; *pour la liberté*, depuis la lutte contre la clique réactionnaire qui opprimait la France au lendemain de la guerre, à travers les luttes anti-fascistes de 1932-1936, jusqu'à la lutte actuelle pour une France libre et indépendante.

L'histoire du Parti Communiste Français est l'histoire de vingt années de luttes pour l'union des masses populaires, pour leur rassemblement en vue de grands combats libérateurs ; c'est l'histoire du front unique et de l'unité syndicale, du Front Populaire et de l'Union de la Nation Française.

Face à face avec l'impérialisme français complotant l'agression anti-soviétique, le Parti Communiste s'est dressé inlassablement contre ses manœuvres criminelles. *L'histoire du Parti Communiste Français est l'histoire de vingt années de luttes à la tête des travailleurs de France pour la défense du pays du socialisme.*

Les vingts années d'histoire de notre Parti sont illustrées par les batailles héroïques des travailleurs : les combats contre l'occupation de la Ruhr et contre la guerre du Maroc ; les batailles ardentes lors des manifestations de masse du 1er mai, des commémorations de la Commune, contre la guerre impérialiste menaçante ; les journées de février 1934 ; les grèves victorieuses de juin 1936 ;

la défense de l'Espagne républicaine et les combattants français des glorieuses Brigades Internationales; enfin la page immortelle que les communistes français écrivent dans l'histoire du mouvement ouvrier par la lutte du Parti illégal, indestructible et indomptable, contre la deuxième guerre impérialiste et l'asservissement de la France.

Au cours de son histoire, le Parti Communiste Français a remporté de grandes victoires. Il est devenu le guide de la classe ouvrière. A son action sont liées les lois sociales du Front Populaire qui avaient desserré l'étreinte de l'oppression et de la misère. Aujourd'hui, dans les conditions de la pire répression, le Parti qui est l'âme de la résistance, voit grandir son influence dans les couches les plus profondes et les masses les plus larges du peuple.

L'étude de l'histoire du Parti Communiste Français nous aide à mieux comprendre l'idéologie et l'action communistes. Elle nous montre que, selon la parole d'Engels, *« malgré tous les hasards apparents et tous les retours momentanés en arrière, se poursuit finalement un développement ininterrompu »*, le développement ininterrompu de notre Parti et de toutes les conditions qui lui permettront de conquérir la victoire.

CHAPITRE Ier

Les origines du Parti Communiste Français continuateur des Partis ouvriers et du mouvement progressif

Le Parti Communiste, héritier des traditions révolutionnaires du prolétariat français

Tout au long du XIXe siècle, le prolétariat français qui grandit avec le développement du capitalisme, mène contre la bourgeoisie des combats retentissants qui le placent à l'avant-garde du prolétariat international : en 1831, l'insurrection des « canuts lyonnais » qui combattent au cri « vivre en travaillant ou mourir en combattant »; en juin 1848, l'insurrection des ouvriers parisiens qui annonce la révolution prolétarienne dont est grosse la société capitaliste; en 1871, l'immortelle COMMUNE DE PARIS qui secoue le monde bourgeois et donne le premier exemple de la dictature du prolétariat et de la démocratie prolétarienne. C'est de ces grandes traditions révolutionnaires de notre prolétariat que le Parti Communiste Français est l'héritier et le continuateur.

Le Parti Communiste Français a continué et développé le communisme français

Le développement du *communisme français* commence à l'époque même de la Révolution. Le Matérialisme philosophique des Encyclopédistes aboutit directement aux théories communistes de Babeuf, chef de la Conjuration des Egaux, décapité sous le Directoire, en 1797. Le prolétariat est encore dans l'enfance; le communisme de Babeuf a, par conséquent, un *caractère primitif.* Au début du XIXe siècle se développe le *socialisme utopique* de Saint-Simon et de Fourier (1) et, dans la période suivante, le *communisme utopique* de Cabet.

Sur la base du développement du capitalisme et de la lutte des classes, le marxisme a continué le communisme français en l'élevant de l'utopie à la science.

La diffusion du marxisme révolutionnaire dans le mouvement ouvrier français a été commencée par Marx et Engels eux-mêmes. Elle a été continuée par leurs premiers grands disciples français, Jules Guesde et Paul Lafargue. Elle a été reprise et développée par les chefs du Parti Communiste Français, diffusant le léninisme et le stalinisme qui sont le développement continu du marxisme. Le Parti Communiste a continué et développé le communisme français sur le terrain du communisme scientifique de Marx, Engels, Lénine et Staline.

Dans l'histoire du Parti Communiste continue l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire de notre pays

Au point de vue des formes d'organisation politiques du prolétariat, la première moitié du XIXe siècle est la période des origines, des germes des grands partis qui se développeront ultérieurement. C'est l'époque des « sectes » de disciples formées autour d'un maître ou d'un chef, sans lien avec le mouvement de masse; c'est l'époque des « sociétés secrètes », puis des groupes et des cercles de propagande. A cette époque, Auguste Blanqui, lutteur intrépide, incarne les instincts révolutionnaires du prolétariat. A la veille de la parution du *Manifeste* de Marx et d'Engels, les « sectes » formées par les disciples de Saint-Simon et de Fourier prennent une orientation rétrograde. Par opposition à leur *socialisme* et aux diverses formes du socialisme bourgeois (1), les ouvriers, qui préconisent une réorganisation complète de la société par les ouvriers eux-mêmes, se nomment *communistes.* C'est la raison pour laquelle

(1) Voir le premier cours.

Marx et Engels ont appelé leur Manifeste le *Manifeste du Parti Communiste.*

Dans la période suivante, les « sociétés secrètes » et les sectes cèdent la place à un mouvement ouvrier plus large. La Ire Internationale, fondée par Marx en 1864, compte en France de nombreux adhérents qui jouent un rôle important pendant la Commune.

En écrasant la Commune, la bourgeoisie française a voulu exterminer le mouvement ouvrier en France. Cependant, après la Commune, le prolétariat ne cesse de grandir avec le capitalisme. Les travailleurs continuent la lutte ; le mouvement ouvrier renaît et tend à s'unifier sous la forme de *Congrès ouvriers* auxquels participent périodiquement les diverses organisations ouvrières existantes. Les bases réelles se créent pour la naissance d'un Parti du prolétariat. Guesde et Lafargue, qui ont lutté dans les Congrès ouvriers pour faire triompher une plate-forme marxiste, fondent vers 1880 le *Parti Ouvrier Français,* qui fut le *premier parti marxiste* de notre prolétariat. Marx lui-même a participé à l'élaboration de son programme.

A côté du *Parti Ouvrier Français* subsistaient des organisations socialistes ne se plaçant pas, ou ne se plaçant qu'incomplètement (Jaurès), sur le terrain du marxisme au point de vue théorique, et pratiquant, dans l'action, une politique *opportuniste.*

Les diverses organisations socialistes fusionnent en 1905 pour créer le Parti Socialiste unifié.

Comme les autres grands partis légaux de la IIe Internationale, le Parti Socialiste unifié est gagné de plus en plus par l'opportunisme, et sombre, en 1914, dans l'Union sacrée. Mais sur le terrain du mouvement de masse des années de la guerre et de l'après-guerre naît et se développe, au sein du Parti, l'opposition révolutionnaire dont est issu le Parti Communiste Français. Les chefs du Parti Communiste Français ont continué et développé l'œuvre de tous ceux qui ont lutté en France pour le Parti du prolétariat, indépendant et révolutionnaire. Ils ont continué et développé cette œuvre en forgeant le *parti du type léniniste.*

L'histoire de ce développement qui aboutit à la naissance du Parti Communiste Français est l'histoire de longues luttes de principes. Marx et Engels luttent contre les idéologies bourgeoises qui, dans le mouvement ouvrier français, s'opposent à la diffusion du marxisme révolutionnaire, en particulier contre le proudhonisme et les tendances anarchisantes. (1)

(1) Voir le quatrième cours.

Le Parti Ouvrier fondé par Guesde et Lafargue grandit dans la lutte contre les représentants de ces idéologies et contre les diverses tendances opportunistes. Guesde combat le *Jauressisme* qui combine les principes théoriques du marxisme avec des conceptions d'origine bourgeoise et surestime les possibilités de la démocratie réalisée en régime capitaliste. Il combat avec acharnement le *millerandisme*, c'est-à-dire la participation des socialistes à des gouvernements bourgeois, incarné par Millerand qui, « socialiste », avait accepté de participer à un gouvernement bourgeois, aux côtés du Marquis de Galiffet, le bourreau de la Commune. C'est grâce à ces luttes que le guesdisme a pu se lier fortement avec la classe ouvrière, en particulier dans le Nord industriel.

Guesde a lutté également pour faire triompher l'orientation révolutionnaire conséquente dans le mouvement syndical, contre les tendances opportunistes du *réformisme*.

Mais, contrairement à ce qui s'est passé en Allemagne et dans presque tous les grands pays capitalistes de l'Europe, ce n'est pas en liaison avec le Parti Socialiste que se développe le mouvement syndical français. Celui-ci est très fortement influencé par l'*anarcho-syndicalisme*.

L'*anarcho-syndicalisme* nie la nécessité d'un parti de la classe ouvrière, préconise la prise du pouvoir par les « syndicats », se prononce « contre tous les partis », en mettant sur le même plan les partis de la bourgeoisie et le parti du prolétariat.

Au point de vue du contenu de son idéologie confuse, l'anarcho-syndicalisme se rattache notamment au *proudhonisme*. L'une de ses caractéristiques est l'abus de la *phrase révolutionnaire* (déclamations sur « l'action directe », sur la grève générale, etc.), qu'elle substitue aux mots d'ordre concrets tirés d'une analyse scientifique des conditions réelles de la lutte dont il est incapable.

Les trahisons répétées des députés socialistes passant dans le camp de la bourgeoisie pour devenir ministres (Millerand, Briand), ont renforcé l'influence de l'anarcho-syndicalisme. Celui-ci devint, *chez les ouvriers*, une protestation contre la corruption des politiciens trahissant la classe ouvrière. Mais, chez les chefs « anarchos », il devint un moyen de masquer l'opportunisme par des phrases d'apparence révolutionnaire. C'est ainsi qu'agira Jouhaux.

Pendant la guerre de 1914-1918, l'opposition révolutionnaire a grandi au sein du Parti Socialiste en reprenant et en continuant la lutte d'abord contre l'opportunisme social-chauvin déclaré, puis, sous l'influence des partisans de Lénine et de la IIIe Internationale, contre toutes les tendances opportunistes. *Le Parti Communiste*

Français a continué l'œuvre de tous ceux qui avaient lutté pour faire triompher dans la classe ouvrière française la théorie et la tactique conséquente de la lutte de classe contre la bourgeoisie, et il a développé cette œuvre en luttant pour le triomphe des conceptions théoriques et tactiques marxistes-léninistes.

A la base du long développement historique qui a conduit à la naissance du Parti Communiste, il y a le développement du capitalisme français qui engendre un prolétariat de plus en plus nombreux et de plus en plus puissant (1). Ce prolétariat engage la lutte contre le capitalisme dès sa naissance et la continue sans cesse. Né à Tours, en 1920, sur le terrain réel des luttes de classes en France, le Parti Communiste résulte du développement de tout le mouvement ouvrier français. Comme la classe ouvrière dont il est l'avant-garde organisée, le Parti Communiste est, en même temps, l'héritier de tout le mouvement progressif, le continuateur de tout l'héritage historique de la France. Les bolchéviks, a dit Lénine, sont les Jacobins d'aujourd'hui. Les communistes continuent la France en luttant pour qu'elle soit libre et indépendante (1).

CHAPITRE II

La formation du Parti Communiste Français (1914-1920)

La première guerre impérialiste mondiale

La première guerre impérialiste mondiale, commencée le 4 août 1914 (quatre jours après l'assassinat de Jaurès), fut présentée en France aussi comme une guerre « juste » par la bourgeoisie qui y précipita le peuple *pour ses intérêts impérialistes.*

A la fin du XIX^e^ et au début du XX^e^ siècle, le capitalisme français avait accompli sa transformation en *impérialisme.* Plus lentement qu'en Allemagne et aux Etats-Unis, la *concentration capitaliste* a cependant engendré les entreprises géantes et leurs coalitions, les « trusts » qui, sous le nom de « comptoirs », de « comités », de « syndicats », régnaient dans les mines, la métallurgie, le textile, les chemins de fer, et établissaient leur domination sur l'ensemble de l'économie française. Des banques géantes étaient nées, comme la Société Générale, le Crédit Lyonnais et une ou deux autres qui régnaient sur l'épargne et le crédit, avec la *Banque*

(1) Voir le sixième cours.

de France. Dans les Conseils d'Administration de la plupart des banques et des sociétés industrielles, on retrouvait déjà, directement ou par personnes interposées. quelques dizaines de potentats, aryens comme Lehideux et de Wendel, juifs comme Rotschild : l'*oligarchie financière,* véritable gouvernement de la France. Suivant une formule célèbre, la République Française était une « *monarchie financière* ».

L'oligarchie financière de France pratiquait de préférence les prêts aux gouvernements étrangers à des taux usuraires. Les capitalistes français étaient les *usuriers de l'Europe.* Les capitaux français placés à l'étranger représentaient, en 1914, environ 60 milliards, six fois plus qu'en 1869, et rapportaient deux milliards par an. Au moins dix milliards étaient « placés » en Russie.

Sous la poussée de l'oligarchie, la Troisième République avait poursuivi une vaste politique de conquêtes coloniales, afin de s'emparer de nouvelles sources de matières premières, de nouveaux débouchés pour l'exportation des marchandises et des capitaux.

En 1914, les possessions coloniales françaises représentaient 10:600.000 km2 au lieu de 900.000 km2 en 1876.

L'impérialisme français occupait dans le monde la deuxième place (après l'Angleterre) pour le montant des capitaux exportés et l'importance de ses possessions coloniales. Il était engagé à fond dans toutes les intrigues impérialistes qui se développaient autour d'un *nouveau partage du monde.* C'est pour régler ce problème par les armes que l'oligarchie et ses serviteurs précipitent la France dans la guerre.

La genèse de la première guerre impérialiste

L'Histoire du Parti Communiste Bolchévik de l'U. R. S. S. contient un exposé magistral de la *genèse* de la première guerre impérialiste mondiale. Nous y lisons :

« Cette guerre avait été plus particulièrement préparée par l'Allemagne et l'Autriche, d'une part, et, d'autre part, par la France et l'Angleterre, avec la Russie qui dépendait de ces deux pays. En 1907 apparut la Triple Entente ou l'Entente, alliance de l'Angleterre, de la France et de la Russie. L'autre alliance impérialiste était formée par l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie. Mais au début de la guerre de 1914, l'Italie abandonna cette alliance pour rejoindre ensuite l'Entente. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie étaient soutenues par la Bulgarie et la Turquie.

« En se préparant à la guerre impérialiste, l'Allemagne voulait

enlever leurs colonies à l'Angleterre et à la France, et l'Ukraine, la Pologne et les Provinces baltiques à la Russie.

« L'Allemagne menaçait la domination de l'Angleterre dans le Proche-Orient en construisant le chemin de fer de Bagdad. L'Angleterre redoutait le développement des armements navals de l'Allemagne.

« La Russie Tzariste voulait démembrer la Turquie ; elle rêvait de conquérir les Dardanelles, détroit reliant la Mer Noire à la Méditerranée et de s'emparer de Constantinople. Il entrait aussi dans le plan du gouvernement tsariste d'annexer une partie de l'Autriche-Hongrie, la Galicie.

« L'Angleterre voulait la guerre pour battre son dangereux concurrent l'Allemagne, dont les marchandises évinçaient de plus en plus les siennes propres du marché mondial. En outre l'Angleterre se proposait de conquérir sur la Turquie, la Mésopotamie et la Palestine, et de prendre solidement pied en Egypte.

« Les capitalistes français voulaient conquérir sur l'Allemagne le bassin de la Sarre, l'Alsace et la Lorraine, riches en charbon et en fer ; l'Alsace et la Lorraine avaient été enlevées à la France par l'Allemagne à l'issue de la guerre de 1870-71.

« Ainsi c'étaient les graves antagonismes divisant les deux groupes d'Etats capitalistes qui avaient abouti à la guerre impérialiste.

« Cette guerre de rapine pour un nouveau partage du monde affectait les intérêts de tous les pays capitalistes ; c'est pourquoi le Japon, les Etats-Unis d'Amérique et nombre d'Etats s'y trouvèrent, par la suite, entraînés.

« La guerre devint mondiale. » (p. 153.)

« L'Union Sacrée » en France en 1914

Le 4 août 1914, le Président du Conseil, l'ex-« socialiste » Viviani déclara à la tribune de la Chambre :

« Ce qu'on attaque, ce sont les libertés de l'Europe, dont la France, ses alliés et ses amis sont fiers d'être les défenseurs.

« Ces libertés, nous allons les défendre, car ce sont elles qui sont en cause et tout le reste n'a été que prétexte. »

Trahissant leurs déclarations et leurs engagements les plus solennels (1) les députés socialistes votent les crédits de guerre et la confiance au gouvernement. Ils aident la bourgeoisie à répandre

(1) Voir le quatrième cours.

ses mensonges. Entre les mains de Renaudel, *l'Humanité* de Jaurès devient l'organe du *social-chauvinisme*.

La trahison des chefs socialistes va de pair avec la trahison des chefs réformistes. Répétant comme un perroquet la consigne de la bourgeoisie, Jouhaux dit sur la tombe même de Jaurès :

« Au nom des organisations syndicales, au nom de tous ces travailleurs qui ont déjà rejoint le régiment et de ceux, dont je suis, qui vont partir demain, je déclare que nous allons sur le champ de bataille avec la volonté de repousser l'agresseur. »

Jouhaux n'est jamais « parti ». Il est resté pour aider le Ministre de l'Intérieur, le radical Malvy, à « tenir en mains » la classe ouvrière.

Quelques semaines après, Marcel Sembat et Jules Guesde entrent dans le Gouvernement de la guerre impérialiste. Sembat devient Ministre des Travaux Publics. Il prend comme chef de Cabinet un « socialiste » des salons bourgeois se targant de littérature, le conseiller d'Etat Léon Blum, issu de la grande bourgeoisie. Jules Guesde devient « Ministre d'Etat sans portefeuille ». En même temps que lui, entre dans le cabinet Viviani Alexandre Millerand, que Guesde avait combattu jadis pour sa participation à un gouvernement bourgeois. Le Parti Socialiste issu du Congrès d'Unification de 1905 sombrait dans « l'Union Sacrée » et le social-chauvinisme.

Les causes de « l'Union Sacrée »

L'explication donnée par Lénine de la trahison socialiste de 1914 (1) se vérifie entièrement pour la France. Le social-chauvinisme était, en France aussi, l'*opportunisme dans les conditions de la guerre de 1914-18*. Il marquait le triomphe de l'opportunisme dans le Parti Socialiste unifié. Ce triomphe éclatait en particulier dans la participation de Guesde à l'Union Sacrée.

Guesde et Lafargue avaient bénéficié des conseils de Marx et d'Engels pour éviter ou redresser les erreurs opportunistes. Depuis de longues années, Guesde ne retrouvait plus son énergie de jadis pour lutter contre les conciliateurs.

Lénine note que l'*orientation* de Guesde mourait « sous les yeux de tous dans la Revue Guesdiste *Le Socialisme* (fondé en 1907) où éclate l'absence de vie, de capacité à prendre une position indépendant sur aucune question d'importance » (2).

(1) Voir le quatrième cours.
(2) Lénine : Le Krach de la IIe Internationale, p. 63.

Guesde n'avait pas suivi le développement du marxisme dans les conditions nouvelles de l'impérialisme. Le *guesdisme* se replia sur des positions sectaires et commit des erreurs opportunistes. Il ne sut pas prendre, en face de la guerre impérialiste de 1914, *une position prolétarienne indépendante*, et subit le social-chauvinisme.

Guesde avait rendu à la classe ouvrière des services immenses. Des rangs du Parti Ouvrier Français sont sortis des militants indéfectiblement fidèles au prolétariat et à son Parti. A leur tête, le meilleur disciple de Guesde, Marcel Cachin.

La renaissance du mouvement revendicatif.

Débuts de la lutte contre la guerre. La Révolution d'Octobre

L'Union sacrée avait jeté le désarroi parmi les travailleurs qu'elle a livrés pieds et poings liés à la bourgeoisie. Celle-ci en a profité pour jeter le peuple de France dans le massacre par centaines de milliers et pour augmenter l'exploitation des travailleurs de l'arrière. Les soldats mouraient au front, les bénéfices de guerre, exempts de tout impôt, s'accroissaient prodigieusement ; le coût de la vie ne cessait d'augmenter. Sa hausse par rapport à 1914 avait atteint 83 % en 1917. Mais dès 1915, les ouvriers engagent la lutte pour l'augmentation des salaires et des conventions collectives, sous la forme de *grèves revendicatives*. Les statistiques officielles avouent 10.000 grévistes pour 1915 et 41.000 pour 1916. Dès 1916 les cris « A bas la guerre ! » retentissent de plus de plus dans les grèves. Malgré la trahison de leurs chefs, les ouvriers desserrent l'étau de l'Union Sacrée. Celle-ci est rompue *d'abord par les masses*.

Sous l'influence de leur évolution, une opposition commence à se développer au sein du Parti Socialiste contre la direction social-chauvine. L'opposition minoritaire est d'abord dominée par les *centristes* qui condamnent en paroles la guerre et les social-chauvins, mais les appuient en fait (1) (Longuet, Paul Faure).

Peu à peu se formera le groupe des militants internationalistes et révolutionnaires qui veulent lutter effectivement contre la guerre.

C'est également cette évolution des masses qui a pour conséquence la participation de délégués français aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal (1). Un *Comité pour la reprise des relations internationales* est créé en France. L'influence des cen-

(1) Voir le quatrième cours.

tristes qui prêchent le *pacifisme bourgeois* et refusent la lutte pratique contre la guerre impérialiste, selon les méthodes préconisées par Lénine, freine l'action du Comité et le développement de l'opposition révolutionnaire au sein du Parti Socialiste.

Durant l'année 1917, les souffrances que la guerre accumule au front et à l'arrière développent considérablement le mécontentement des masses en France aussi. Le mouvement gréviste fait un véritable bond. Le nombre des grévistes (d'après les statistiques officielles) passe de 41.000 en 1916 à 300.000 en 1917. La lutte pour l'augmentation des salaires est désormais inséparable de la lutte contre le gouvernement et contre la guerre. Au front se produisent d'importantes *mutineries de soldats*, réprimées avec une férocité inouïe par le Général Pétain (mai-juin 1917). L'accroissement de la combativité des masses s'exprime dans de nombreuses collisions avec la police.

C'est au milieu de l'effervescence qui se développe que les travailleurs français, qui avaient salué avec enthousiasme le renversement du Tsar, en février apprennent le triomphe de la Révolution d'Octobre. Ils comprennent d'instinct. Le nom de Lénine, les mots « pouvoir des Soviets » s'inscrivent dans leur cœur.

Désormais, dans les grèves et les manifestations, retentissent ensemble les cris « A bas la guerre ! Vive Lénine ! Vivent les Soviets ! »

L'essor du mouvement de masse. L'armistice.

L'intervention anti-soviétique et la révolte des marins de la Mer Noire

L'armistice conclu le 11 novembre 1918, les disputes des vainqueurs au sujet du partage des dépouilles des vaincus, montrent brutalement que la guerre avait bien été une guerre impérialiste de conquête et de brigandage, au profit d'une infime minorité de riches. Le luxe de ces profiteurs de guerre s'étalait insolemment, cependant qu'augmentait la misère des masses.

La production industrielle était tombée en 1919 à 50 % de son niveau de 1914. L'augmentation du coût de la vie par rapport à 1914, passait de 106 % en 1918 à 161 % en 1919 pour atteindre 273 % en 1920.

Au lendemain de l'armistice, les grèves rebondissent d'une manière sans précédent. D'après les statistiques officielles (très inférieures à la réalité), le nombre des grévistes a été de 176.000 en 1918, de 1.150.000 en 1919, pour atteindre 1.317.000 en 1920. De

nouveau la colère des masses s'exprime chez les soldats. En 1919, une nouvelle vague de mutineries déferle dans l'armée (Toulouse, Chartres, Belfort, Nancy, Châlons. etc.) Une immense colère soulevait les ouvriers, les fils de paysans en bleu horizon, les anciens combattants et la jeune génération montante qui, après les ruines et les massacres de la guerre, se trouvèrent maintenant aux prises avec les misères de *la crise de l'après-guerre.*

Lénine montrait qu'il n'existait qu'une voie pour assurer définitivement la paix et mettre pour toujours un terme aux souffrances des peuples : la voie de la Révolution d'Octobre, le renversement du capitalisme et le triomphe du socialisme dans tous les pays. Dès 1918 Lénine a dit :

« Si le socialisme ne triomphe pas, la paix entre les Etats capitalistes ne sera qu'une trêve, qu'une interruption, la préparation d'un nouveau carnage des peuples. »

La bourgeoisie employa à la fois la force et la ruse. Là où les travailleurs s'étaient soulevés, elle usa d'une férocité sans bornes pour les écraser, comme en Allemagne et en Hongrie, puis en Italie. Elle chercha, en même temps, à les détourner de la voie révolutionnaire par la *démagogie,* en faisant croire que les vainqueurs allaient réaliser une réorganisation de l'Europe où la justice remplacerait la force grâce à la Société des Nations. Les social-chauvins et leurs amis centristes aidaient la bourgeoisie, en proclamant que la paix et la prospérité seraient assurées sans le renversement du capitalisme. Ils aidaient la bourgeoisie également en se mettant à la tête des masses pour garder la direction de leurs mouvements, afin de pouvoir les saboter.

Les impérialismes vainqueurs aidaient la bourgeoisie des pays vaincus à sauver leur domination. C'est ce qu'ils firent en particulier en Allemagne et en Hongrie (1). Ils voulaient, par dessus tout, écraser l'espoir des travailleurs, la jeune République des Soviets.

Mais sur les navires de guerre français qui attaquaient Odessa, les marins, éclairés par les bolchéviks sur le rôle qu'on voulait leur faire jouer, se sont révoltés sous la conduite d'André Marty, officier-mécanicien à bord du « Protet » (16-20 avril 1919). L'escadre dut rentrer en France.

L'acte héroïque d'André Marty et des marins de la Mer Noire a donné un élan immense à la lutte contre l'impérialisme en France, et à l'action des travailleurs du monde entier pour la défense de la Révolution d'Octobre. Le courage indomptable

(1) Voir le quatrième cours,

d'André Marty devant les juges militaires a suscité l'enthousiasme des travailleurs qui ont juré de libérer ce héros prolétarien, et l'ont libéré effectivement, après des années de luttes inlassables.

Le Traité de Versailles

Le 28 juin 1919 était signé le Traité de Versailles qui réalisait un nouveau partage du monde au profit des « vainqueurs », et principalement au profit de l'Angleterre. L'Allemagne perdit ses colonies et divers territoires métropolitains. L'Alsace et la Lorraine furent réannexées par la France. L'Allemagne fut condamnée à payer, sous prétexte de réparations, une indemnité de guerre fixée provisoirement à 20 milliards de marks-or. L'Europe fut découpée de manière à entourer l'Allemagne et ses ex alliées, l'Autriche et la Hongrie, d'Etats vassaux de l'impérialisme franco-anglais, comme la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Roumanie.

L'impérialisme franco-anglais n'imposa pas seulement de lourdes charges à l'Allemagne. Il aida, en même temps, les capitalistes allemands à rejeter ces charges sur le peuple.

Le traité de Versailles et les traités annexes montraient à quel point les « Alliés » avaient menti dans leur propagande de guerre en affirmant qu'ils ne luttaient que pour la « liberté » et la « justice ». L'impérialisme allemand s'était pareillement démasqué en imposant à la République des Soviets, encore faible, le traité impérialiste de Brest-Litovsk, en 1918 (1).

En France, en Angleterre et aux Etats-Unis, la bourgeoisie développa une formidable campagne pour faire croire aux masses que le traité de Versailles était un règlement *définitif*; que la paix serait désormais assurée; que la *Société des Nations* allait remplacer le règne de la force par une « morale internationale »; qu'une « Europe nouvelle » était née, etc. Les social-chauvins et leurs amis centristes faisaient la même propagande dans la classe ouvrière.

Lénine montrait, au contraire, que le traité de Versailles était un traité impérialiste, qu'il n'était pas un règlement définitif, car il n'y a pas de tel règlement tant que l'impérialisme subsiste, mais un accord provisoire pour le partage du monde qui portait en lui le germe de nouvelles guerres impérialistes. Il combattait de toutes ses forces la démagogie de la bourgeoisie et de ses agents social-chauvins et centristes.

(1) Voir le douzième cours.

L'année 1920 marque, en France, le point culminant du mouvement gréviste de l'après-guerre. Jouhaux, qui fit tout pendant la guerre pour empêcher, en collaboration avec le ministre de l'Intérieur et la police, les travailleurs de lutter, cherchait à se maintenir, avec Dumoulin, à leur tête et à la direction de la C.G.T., pour pouvoir saboter et faire échouer la lutte. Jouhaux et Dumoulin faisaient croire aux ouvriers qu'il fallait entrer dans la lutte par « vagues successives », c'est-à-dire non tous ensemble, mais industrie par industrie. La bourgeoisie, engageant alors chaque fois *toutes ses forces* contre une fraction de la classe ouvrière (par exemple les cheminots), parvint à maîtriser ce mouvement.

Mais au cours de ces luttes, les ouvriers ont accumulé une expérience d'une importance capitale pour toute l'évolution ultérieure du mouvement ouvrier français.

Ils ont appris à mieux connaître le caractère de trahison de la tactique et des chefs opportunistes, ainsi que la nocivité de la *phrase anarcho-syndicaliste*. Ils se tournaient en masse vers Lénine.

Le développement de l'opposition révolutionnaire au sein du Parti Socialiste

Sous l'influence du mouvement de masse, de la Révolution d'Octobre et des expériences des années 1918, 1919 et 1920, l'opposition révolutionnaire au sein du Parti Socialiste et de la C.G.T. avait grandi. C'est vers elle qu'allait la masse des adhérents nouveaux que les souffrances de la guerre et l'expérience des grèves avaient remplis d'une haine profonde pour le capitalisme et ses agents opportunistes ; qui avaient acquis la conviction que seule la voie de Lénine conduisait à la victoire.

Aux côtés des meilleurs militants du socialisme et du syndicalisme d'avant-guerre, des militants nouveaux, ardemment révolutionnaires, se révélaient. Les uns venaient des tranchées, comme Paul Vaillant-Couturier, Raymond Lefebvre et Jacques Duclos, qui, avec Henri Barbusse, auteur du « Feu », la plus puissante expression littéraire de la protestation contre la guerre de 1914-1918, devaient fonder l'A.R.A.C., l'*Association Républicaine des Anciens Combattants*. D'autres se formaient dans le mouvement de masse, comme Maurice Thorez et Benoit Frachon.

En mars 1919 était fondée à Moscou, sur l'initiative de Lénine, la IIIe Internationale (1).

(1) Voir le quatrième cours.

Désormais la voie de l'opposition révolutionnaire était tracée : c'était l'adhésion à l'Internationale de Lénine, à l'Internationale Communiste.

Un *Comité pour l'adhésion à la IIIe Internationale* est créé qui comprend les militants les plus avancés de l'opposition révolutionnaire au sein du Parti Socialiste et de la C. G. T. Le Comité répand les écrits de Lénine et publie le *Bulletin Communiste.*

L'adhésion à la IIIe Internationale correspondait au vœu profond des masses qui voulaient tirer les leçons de la guerre, de l'Union sacrée et des luttes de l'après-guerre, et transformer le Parti en un parti révolutionnaire de combat, pour empêcher le retour des trahisons, pour forger l'instrument de la victoire. C'est un mouvement *large*, appuyé également par l'Association Républicaine des Anciens Combattants et les intellectuels d'avant-garde, rassemblé autour de Barbusse et de Vaillant-Couturier dans le groupe « Clarté ».

L'influence des social-chauvins déclarés qui avaient fait l'Union sacrée pendant la guerre, soutenaient le traité de Versailles et l'intervention armée contre les Soviets, diminuait rapidement dans le Parti.

En 1918, le Congrès de *Paris* chassa de la direction de *l'Humanité* le social-chauvin Renaudel qui fut remplacé par Marcel Cachin.

En 1920, le Congrès de Strasbourg fil un grand pas en avant. Par 4.330 voix contre 337, il décida la rupture avec la IIe Internationale. Les social-chauvins déclarés étaient écrasés dans le Parti.

Le « longuettisme ».
Le 2e Congrès de l'Internationale Communiste

Entre les social-chauvins déclarés et les partisans de l'adhésion à la IIIe Internationale se dressait Jean Longuet et ses amis *centristes*. A présent ils condamnaient en paroles la IIe Internationale et la soutenaient en fait. Leur démagogie avait réussi à leur procurer une influence considérable dans le Parti.

Dans cette période comme pendant la guerre, les centristes furent démasqués par Lénine.

Dans ses thèses en vue du 2e Congrès de l'Internationale Communiste, Lénine a expliqué la signification que prenait le centrisme de Longuet : « ... deux fautes ou deux faiblesses du mouvement communiste international, croissant avec une rapidité extraordinaire, se sont précisées. L'une des plus sérieuses et présentant un im-

mense danger immédiat consiste en ce que certains vieux leaders et certains vieux partis de la IIe Internationale, tantôt cédant inconsciemment au vœu et à la pression des masses, tantôt trompant sciemment celles-ci pour conserver leur ancienne situation d'agents et d'auxiliaires de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, annoncent leur adhésion conditionnelle ou sans réserve à la IIIe Internationale, tout en restant en fait, dans tout leur travail pratique et politique quotidien, au niveau de la IIe Internationale. Cet état de choses est absolument inadmissible. Il introduit parmi les masses un élément de corruption, compromet la IIIe Internationale, la menace de la répétition de trahisons semblables à celles des social-démocrates hongrois, hâtivement transformés en communistes ».

Pour empêcher cette manœuvre, le 2e Congrès de l'Internationale Communiste a décidé, sur la proposition de Lénine, de soumettre l'admission des partis à un certain nombre de conditions — les « 21 conditions » — élaborées sur la base des propositions de Lénine, et définissant les règles dont l'application devait permettre aux sections de l'Internationale Communiste de se transformer en véritables partis léninistes, révolutionnaires, contre la bourgeoisie et intransigeants contre ses agents déclarés ou déguisés, comme les *longuettistes* (1).

Les décisions du 2e Congrès ont permis aux partisans d'une adhésion franche et loyale à la IIIe Internationale de démasquer le longuettisme devant les ouvriers et d'augmenter leur influence propre dans les masses et dans le Parti.

Dès lors le longuettisme commence à se décomposer. Les révolutionnaires que la démagogie de Longuet avait abusés rallient le Comité pour l'adhésion à la IIIe Internationale. Une partie des longuettistes fait bloc avec les social-chauvins.

Au 2e Congrès de l'Internationale Communiste assistait avec voix consultative Marcel Cachin, mandaté par le Parti pour prendre contact avec la IIIe Internationale. Frossard avait été adjoint à Marcel Cachin.

Au contact avec la Révolution d'Octobre, Marcel Cachin fut gagné par elle pour toujours. C'est lui qui prit l'initiative du fameux télégramme envoyé en France pour recommander l'adhésion à la IIIe Internationale et qui eut une répercussion énorme. De retour en France, Marcel Cachin mena une ardente campagne à travers le pays pour expliquer la signification de la Révolution d'Octobre, le pouvoir des Soviets et ses premières réalisations.

(1) Voir plus loin.

Le Congrès de Tours.

L'adhésion à l'Internationale Communiste

Le 25 décembre 1920 s'est ouvert, à Tours, le 18e Congrès du Parti Socialiste qui devait entrer pour toujours dans l'histoire du mouvement ouvrier français.

Trois motions principales, exprimant les trois tendances, étaient en présence.

La *motion d'adhésion à la IIIe Internationale,* préconisant l'adhésion, sur la base des décisions du 2e Congrès, et en acceptant *sans réserves* les 21 conditions.

La motion des *opportunistes déclarés* qui préconisaient le retour du Parti à la IIe Internationale et avaient créé un organisme de scission sous le nom de *Comité de la Résistance Socialiste,* dirigé par Renaudel, l'ex-ministre d'Union sacrée, Marcel Sembat et son ancien chef de cabinet Léon Blum.

La troisième motion, dite de l'adhésion « avec réserves », était la motion longuettiste présenté par Paul Faure et Longuet qui déclaraient ne vouloir adhérer à la IIIe Internationale que « sous réserves ».

Ils ne voulaient pas accepter les 21 conditions, c'est-à-dire la rupture avec l'opportunisme et les garanties contre la trahison.

La motion d'adhésion à la IIIe Internationale était présentée sous la signature de Marcel Cachin. Frossard y avait ajouté sa signature dans l'espoir qu'il lui serait possible de décomposer le Parti de l'intérieur, malgré les 21 conditions. Il ne tardera pas à en fournir la preuve.

Les mois écoulés depuis le Congrès de Strasbourg avaient modifié le rapport des forces dans le Parti. Les votes des Fédérations qui, à la veille du Congrès de Tours, se prononcèrent en masse pour la *motion Cachin,* ont montré que la majorité était passée du côté des partisans de la IIIe Internationale. Après le social-chauvinisme, le centrisme était battu dans le Parti.

Dans cette évolution, les campagnes menées aux côtés de Marcel Cachin, par Vaillant-Couturier, ont joué un très grand rôle.

Dans tout le pays, les meilleurs militants du Parti et des syndicats luttaient pour l'adhésion à la IIIe Internationale.

Maurice Thorez militait pour l'adhésion à la IIIe Internationale dans le Pas-de-Calais.

Lorsqu'il devint manifeste que la majorité du Congrès de Tours était pour l'Internationale de Lénine, Longuet et Paul Faure firent ouvertement bloc, avec Blum et Renaudel. Dans leurs discours

éclatent la haine pour la révolution, pour Lénine, pour les Soviets; le souci de donner, sous prétexte d'analyse des 21 conditions, des armes à la répression déchaînée contre les partisans de la IIIe Internationale, la volonté de scission.

Le Congrès était dominé par les discours de Marcel Cachin, de Paul Vaillant-Couturier et de Clara Zetkin, venue, illégalement, parler au nom du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Son discours fut l'occasion d'une ardente manifestation d'internationalisme.

Le 29 décembre 1920, au cours de la séance de nuit, le Congrès vota, par 3.208 mandats contre 1.022, l'adhésion à l'Internationale Communiste. Blum, Paul Faure et Longuet quittèrent le Congrès pour accomplir dès le lendemain la scission qu'ils avaient préparée depuis longtemps. Mais ils ne purent mettre la main sur *l'Humanité*. Ils en furent empêchés par le communard Camelinat et par la vigilance de Daniel Renoult.

Les scissionnistes continuèrent leur œuvre dans la C. G.T. en excluant les syndicats à majorité révolutionnaire. Ceux-ci constituèrent une C.G.T. qui prit le nom d'*unitaire* pour protester contre l'équipe scissionniste de Jouhaux, et pour marquer sa volonté de travailler sans relâche à la reconstitution de l'*unité syndicale*. La glorieuse C.G.T.U. fit revivre et elle développa, sous la direction de Monmousseau, de Racamond et de Benoît Frachon, les meilleures traditions révolutionnaires du syndicalisme français.

Les causes de la scission

La cause profonde de la scission était, comme l'a montré Lénine, l'*opportunisme*.

Classe révolutionnaire, le prolétariat ne peut être uni que sur la base de la théorie et de la pratique révolutionnaires. L'opportunisme, c'est-à-dire la politique de soumission à la bourgeoisie, le divise nécessairement. Ce sont les opportunistes qui sont responsables de la division et de la scission, quelles que puissent être les circonstances particulières qui accompagnent celles-ci dans tel ou tel pays.

A Tours s'est accomplie la séparation de la tendance révolutionnaire et de la tendance opportuniste du mouvement ouvrier en France. L'une des particularités de la formation du Parti Communiste Français, c'est que la plateforme révolutionnaire de l'Internationale Communiste avait obtenu la majorité dans le Parti. Ce fait traduisait l'état d'esprit des masses elles-mêmes dans le pays. Les masses, voulant tirer les leçons de la guerre, des luttes de l'après-

guerre, et se garantir contre les trahisons opportunistes, seuls Lénine et l'Internationale Communiste représentaient cette garantie à leurs yeux. Les conditions même de la naissance du Parti Communiste Français indiquent la profondeur des racines du communisme en France.

La conduite des opportunistes à Tours à fait apparaître clairement leur nature de *diviseurs de la classe ouvrière.*

Lénine avait montré que les opportunistes veulent dominer le Parti, lui imposer leur loi, afin de l'empêcher, par tous les moyens, d'agir en parti révolutionnaire de la classe ouvrière. Blum, Paul Faure et Longuet ont pratiqué à Tours un véritable chantage à l'égard du Parti. Ils exigeaient que le Parti s'inclinât devant l'opportunisme, qu'il ne prît pas de mesures contre la trahison et les traîtres, mais ils n'entendaient point, eux, s'incliner devant le Parti. Ils voulaient imposer la dictature de l'opportunisme sous la menace de la scission.

Dans son discours de Tours, où il avait déballé tous les vieux sophismes opportunistes et menchéviks que Lénine avait réfutés mille fois, Blum dit insolemment :

« Il n'y a qu'une chose qui pourrait changer notre décision : c'est que l'Internationale Communiste changeât, »

« Notre décision », c'était la scission que Renaudel, Blum Paul Faure et Longuet organisaient depuis longtemps et qu'ils accomplirent effectivement, du moment qu'ils étaient dans l'impossibilité d'imposer leur dictature au Parti.

« L'aristocratie ouvrière » qui forme la base sociale de l'opportunisme (1) s'était développée en France aussi avec l'impérialisme. L'oligarchie française, encaissant déjà avant la guerre 2 miliards de bénéfices par an, de ses capitaux placés à l'étranger, avait les moyens de corrompre et corrompait effectivement une mince couche de la classe ouvrière, ainsi que des « chefs ouvriers ». Jouhaux, Dumoulin représentaient les types mêmes de ces « aristocrates ouvriers » corrompus par la bourgeoisie. Belin en sera un autre. C'étaient ces gens et leurs semblables qui soutenaient les politiciens socialistes envoyés directement par la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, comme Blum, ou issus de la petite bourgeoisie, comme Paul Faure, Longuet. Ils se souciaient fort peu d'entrer réellement en conflit avec l'oligarchie, de sacrifier les prébendes et les honneurs, de subir la répression pour la cause du prolétariat. C'est pourquoi ils ne voulaient, à aucun prix, des 21 conditions dont le

(1) Voir le quatrième Cours.

but était d'organiser le Parti en vue d'une action réellement et pratiquement révolutionnaire. Ces conditions prévoyaient notamment que le Parti réaliserait l'unité idéologique et la cohésion de ses rangs; qu'il combinerait l'action légale avec l'action illégale, qu'il travaillerait à l'alliance entre les ouvriers, les paysans et les soldats; qu'il s'efforcerait de frapper l'impérialisme partout et sans égards, comme l'impérialisme frappe partout et sans égards la classe ouvrière et les peuples opprimés; que c'est le Parti qui dirigerait les élus et les journalistes, au lieu d'être dirigé par eux, comme jusque là; que ses élus et ses journalistes devaient exprimer la pensée et la volonté du Parti, appliquer ses décisions et être des militants éprouvés. Les agents de la bourgeoisie, comme Blum, Paul Faure, Renaudel et Longuet ne voulaient pas de ces conditions parce qu'ils connaissaient leur utilité et leur efficacité pour le prolétariat et de son parti. Les petits-bourgeois arrivistes et les aristocrates ouvriers n'en voulaient pas parce qu'elles étaient contraires à leurs intérêts, menaçaient leur « situation. » Par la suite, toute l'évolution de ces gens ne fera que mettre davantage en relief encore leur servilité à l'égard de la bourgeoisie. Ils mettront tout en œuvre pour livrer les syndicats ouvriers aux nazis, comme le font Vigne, Bard, Legay & Cie.; ils iront jusqu'au «Conseil National » créé par Vichy, comme l'a fait Paul Faure, jusque dans le gouvernement de Pétain, comme l'a fait Belin,

Les scissionnistes de Tours ont prétendu « continuer le vieux Parti. » C'était un mensonge. En fait, ils ne voulaient continuer et ils n'ont continué du vieux Parti que ce qui pouvait favoriser l'opportunisme et l'étouffement des éléments prolétariens. C'est pour cela qu'ils ont conservé la vieille forme dépassée d'organisation qui faisait du Parti l'appendice du groupe parlementaire. C'est pour cela qu'ils ont abandonné complètement toute trace du marxisme.

En tant que le Parti d'avant-guerre était, en France, le Parti ouvrier d'une époque déterminée, il ne fut continué que par le Parti Communiste qui l'a continué *en marxiste-léniniste*, c'est-à-dire en le développant, en le renouvelant, conformément aux expériences nouvelles du mouvement ouvrier et dans les nouvelles conditions de la lutte des classes en substituant au Parti ouvrier du type ancien et dépassé, le parti ouvrier du type nouveau et moderne, le parti révolutionnaire de combat du type léniniste. En fait, l'Histoire n'avait pas encore connu en France un parti comme celui que le Parti Communiste Français allait devenir.

La nouvelle classe ouvrière

Le développement de l'impérialisme en France avait produit des changements profonds dans *la composition sociale de la population.* Le nombre des salariés et leur proportion par rapport au nombre total des habitants avait augmenté. La classe ouvrière s'était en même temps transformée, Avec les progrès de la *concentration capitaliste*, ce sont les ouvriers des grandes entreprises industrielles qui étaient en train de former la majorité dans le prolétariat. La structure de la classe ouvrière changeait ,profondément : le prolétariat vraiment moderne se développait.

Le maintien de l'influence du socialisme pré-marxiste et des courants qui s'y alimentaient, comme l'anarcho-syndicalisme, était favorisé par la prédominance ou la grande importance des petites entreprises où les conditions de travail demeurent artisanales. Déjà l'essor du marxisme après la Commune était lié, au point de vue économique et social, aux progrès de l'industrialisation et au développement du prolétariat des grandes entreprises. C'est ainsi que e Guesdisme s'installe solidement dans le *Nord.*

Le nouveau prolétariat des entreprises géantes qui se développe au cours du 20e siècle devient le soutien inébranlable de notre Parti.

Dans la période qui s'étend entre 1920 et 1939, l'industrialisation de la France se poursuit. Grâce, en particulier, aux annexions de Versailles, on assiste au développement de *l'industrie lourde.*

En 1914, la production française de fonte, représentait 31 % de la production allemande, avec 5 millions de tonnes. En 1929, la production de la France aura doublé, atteignant la production de l'Angleterre et représentant près de 80 % de celle de l'Allemagne. On assiste au développement de l'industrie chimique et électrique ainsi qu'à celui des branches nouvelles comme l'automobile et l'aviation.

Tout ce développement se produit sous le signe du capitalisme de monopole, de l'impérialisme. La concentration capitaliste se poursuit, l'emprise des trusts et des banques sur l'économie française se resserre ; *l'oligarchie financière* s'empare davantage encore de l'Etat et du gouvernement ; pèse plus lourdement sur toute la vie du pays, et, bien entendu, sur la vie politique, corrompant encore plus le personnel politique de la bourgeoisie et les « chefs ouvriers », faisant apparaître davantage sa nature qui est « réactionnaire par essence. » (Lénine)

En même temps se poursuit la transformation de la composition sociale de la population. En 1931, sur une population totale de

42 millions d'habitants on dénombrera environ 13 millions de salariés, dont 2 millions dans l'agriculture, 6 millions 1/2 dans l'industrie et les transports. Dans l'industrie, 50 % des salariés sont exploités dans les entreprises de plus de 100 salariés. Le nombre des *ouvriers* est de 10 millions environ.

La période d'après-guerre est, en France, la pleine réalisation de l'Impérialisme, avec l'accentuation de ses diverses contradictions, en particulier de celles entre l'oligarchie, d'une part, et d'autre part, la classe ouvrière et les autres couches de la population. (1)

C'est sur ce terrain que notre Parti va agir et grandir.

CHAPITRE III

La lutte du Parti Communiste Français contre l'asservissement de l'Europe par l'Impérialisme Franco-Anglais

La lutte contre l'occupation de la Ruhr

Dans son rapport au 2e Congrès de l'Internationale Communiste, Lénine a analysé la situation du monde au lendemain de Versailles.

« On s'est battu pour un nouveau partage du monde. On s'est battu pour savoir lequel des infimes groupes comprenant les états les plus grands — l'Anglais ou l'Allemand — aurait la liberté et le droit de piller, d'opprimer, d'exploiter la terre entière. Vous savez que la guerre a tranché cette question en faveur du groupe anglais. La guerre a provoqué une aggravation incomparable de toutes les contradictions du capitalisme ; elle a rejeté près d'un milliard d'hommes dans une situation analogue à celle des colonies. »

Adoptant les conclusions de Lénine, l'Internationale Communiste a appelé les travailleurs du monde entier à la lutte contre le système de Versailles, générateur de nouvelles guerres ; au renversement de l'Impérialisme, seul moyen d'assurer définitivement la paix.

Le Parti Communiste Français a engagé une lutte inlassable contre le traité de Versailles.

Le Parti montrait que les capitalistes seuls tireraient profit de ce traité de rapine ; que les intérêts du peuple français étaient solidaires de ceux du peuple allemand, opprimé et exploité par les capitalistes français et allemands qui s'étaient entendus, lors de

(1) Voir le sixième Cours.

l'armistice, pour écraser la révolution prolétarienne en Allemagne. (1) Le Parti luttait ainsi pour arracher les travailleurs à l'idéologie de l'impérialisme et du chauvinisme ; il s'efforçait de les rassembler sur la base de l'internationalisme prolétarien.

Le Parti ne s'est pas borné à *protester*. Il a lutté concrètement aux côtés du peuple allemand en 1923, lorsque, conformément aux vœux de l'oligarchie française, Poincaré fit occuper *la Ruhr*. Avec la Fédération des Jeunesses Communistes et la C.G.T.U., le Parti organise l'action commune avec les travailleurs d'Allemagne. (Conférence d'Essen) Il appelle les soldats français de la Ruhr à fraterniser avec la population allemande, lance une édition spéciale de l'Humanité pour les soldats de la Ruhr. Les Jeunes éditent *la Caserne* et le *Conscrit*. Le Parti montre dans l'Humanité, dans une vaste campagne de meetings, dans d'innombrables tracts et affiches que l'occupation de la Ruhr c'est la cause du Comité des Forges, que la cause des travailleurs français, c'est la solidarité avec le peuple allemand.

Jamais parti ouvrier n'avait déployé en France une telle action, avec autant d'indépendance politique, d'audace et de combativité. Les ouvriers voyaient avec joie le nouveau parti fidèle à la grande promesse de Tours et ils le suivaient. Dans la Ruhr, les soldats français refusaient de tirer et fraternisaient avec la population allemande ; en France même l'opinion se dressait contre *la guerre de la Ruhr*. La bourgeoisie, furieuse et inquiète, voulut abattre le jeune Parti Communiste : les délégués d'Essen furent arrêtés et, à leur tête, Marcel Cachin. Poincaré les fit accuser de « complot contre la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat. » Il fit arrêter également le Secrétaire de la Fédération des Jeunesses, Gabriel Péri.

Le Parti se défendit *en attaquant*. Il fit la preuve que le principal document sur lequel Poincaré a voulu appuyer le « complot » était *un faux*, le célèbre « faux de Hambourg », attribuant à Marcel Cachin des paroles qu'il n'avait jamais prononcées. Le Parti a dégonflé le complot et, devant la protestation populaire, le Sénat, réuni en Haute-Cour, abandonna les poursuites. Les accusés du complot furent relâchés. Gabriel Péri ne fut relâché qu'après avoir fait la grève de la faim.

La tentative d'abattre le Parti a échoué. C'est l'autorité du Parti dans les masses qui a grandi.

Dès cette époque, le Parti a montré les conséquences désastreuses de l'occupation de la Ruhr pour la paix. Cette opération,

(1) Voir le quatrième Cours.

soutenue par les amis actuels de M. Abetz, marque le point de départ de l'essor du mouvement hitlérien. C'est l'époque où Hitler écrit « Mein Kampf », les ministres socialistes au pouvoir en Allemagne lui ayant donné toute facilité pour cela, dans sa prison de Landsberg.

L'épuration du Parti. L'organisation nouvelle

Vers 1921, le monde capitaliste commence sa stabilisation partielle, après l'ébranlement provoqué par la guerre et la première vague des révolutions. (1) Un certain reflux du mouvement de masse s'observe. Pour se consolider et pour se développer, les jeunes partis communistes devaient se lier plus fortement aux masses. « Allez aux masses ! » — telle fut la grande recommandation du 3e Congrès de l'Internationale Communiste qui préconisa la réalisation du *Front unique prolétarien.*

A l'intérienr du Parti, le travail en vue de la réalisation du front unique se heurtait à deux courants qui représentaient les survivances anciennes : le *courant opportuniste* qui voulait faire du front unique la résurrection des anciennes coalitions électorales sans principes et des collusions multiples avec les politiciens bourgeois de gauche et socialistes ; le *courant sectaire* qui mettait sur le même plan le politicien socialiste et l'ouvrier trompé par lui. Dans la pratique, ces deux courants se rejoignaient par leurs effets : ni l'un ni l'autre ne travaille effectivement pour le rassemblement des masses sur une plate-forme de lutte ; ils ne travaillent pas pour le front unique ou bien ils le déforment.

Le Parti doit lutter contre ces deux *déviations* pour faire triompher la conception juste, marxiste-léniniste du Front Unique.

Cette situation fut exploitée par certains éléments qui suivirent le Parti *à Tours* pour essayer de le décomposer de l'intérieur. Tel était le cas en particulier de *Frossard*, politicien sans principes, étranger au marxisme et au prolétariat. Avec l'aide de l'Internationale, les difficultés sont surmontées. Au moment même où la répression se renforce contre le Parti, Frossard s'en va : c'est toujours ainsi qu'agiront ses semblables par la suite.

Cependant le Parti faisait un nouveau pas en avant vers sa transformation en Parti léniniste.

Le Congrès de Lyon (janvier 1924) a décidé l'application des nouveaux principes d'organisation qui font de la *cellule*, en particulier de la cellule d'entreprise, l'organisation de base du Parti, rem-

(1) Voir le quatrième Cours.

plaçant l'ancienne organisation datant de l'époque où le Parti était organisé avant tout en vue des élections. Grâce à cette nouvelle organisation, dont les bases avaient été élaborées par Lénine, le Parti put se lier aux masses à la fois sur la base locale et dans les entreprises.

La mort de Lénine

Pendant que siégeait le Congrès de Lyon, parvint en France la nouvelle de la mort de Lénine qui plongea dans le deuil les travailleurs du monde entier.

Lénine connaissait bien le prolétariat français. Il avait vécu à ses côtés à Paris; il avait étudié à fonds son histoire et l'aimait pour ses grandes traditions révolutionnaires, pour sa combativité et pour son avenir grandiose qu'il prévoyait.

Le prolétariat français s'était attaché à Lénine comme jamais à personne auparavant, parce que Lénine a vengé la Commune de Paris, en la faisant revivre sur la sixième partie du globe. Pour les communistes français, Lénine était le maître qui leur avait montré la voie, hors de l'ornière de la social-démocratie et de l'anarcho-syndicalisme, vers le marxisme vivant et la tactique révolutionnaire conséquente et efficace. Ils firent le serment de forger en France le parti de combat dont le guide immortel de la Révolution d'Octobre désirait si ardemment la réalisation, et de serrer les rangs, comme les bolchéviks, autour du meilleur disciple de Lénine, autour de Staline.

C'est le Congrès de Lyon qui élut Maurice Thorez membre du Comité Central.

CHAPITRE IV

Le Parti Communiste Français sous le règne du Cartel des gauches

Le problème « qui payera ? »

Dans son rapport au 2e Congrès de l'Internationale Communiste, Lénine a montré que, même dans les pays victorieux, la guerre avait amené d'immenses difficultés financières, et que la bourgeoisie voudrait faire payer la note par les masses laborieuses. C'est ce qui est arrivé aussi en France. La France est sortie de la guerre avec un endettement énorme. La dette de l'Etat était passée de 33 milliards en 1914 à 240 milliards en 1920. Exportatrice de capitaux avant la guerre, elle était maintenant débitrice de l'Angleterre et des Etats-Unis. Aux frais de la guerre se sont ajoutés les frais de

la reconstruction qui s'est poursuivie au milieu de scandales retentissants. « Le boche payera », tel était le slogan lancé par Klotz, Ministre des Finances. En fait, les gouvernements empruntaient et faisaient marcher la planche à billets. Le volume des billets en circulation s'élevait déjà en 1923 à 37 milliards au lieu de 7 milliards en 1914. Le franc se dépréciait, par suite de cette inflation, et le coût de la vie avait triplé par rapport aux prix d'avant-guerre. Il en résultait une aggravation nouvelle de la situation des masses dont le mécontentement était considérable. En fait, le pays en avait assez du « Bloc national » et de Poincaré qui furent battus aux élections de 1924, au profit du *Cartel des Gauches*, l'alliance électorale du Parti Radical, du Parti Socialiste et du Parti dit Républicain Socialiste de Briand et de Painlevé. Un gouvernement fut formé sous la Présidence d'Herriot.

Ces élections marquèrent une importante évolution à gauche. Le Parti Communiste eu 26 élus à la Chambre, dont André Marty.

Le « Cartel » avait mené sa campagne électorale au nom de la lutte contre les « puissances d'argent » et en promettant une politique de paix.

Le Parti Communiste expliquait aux travailleurs que le Cartel ne tiendrait pas ses promesses, qu'au l'endemain des élections les belles promesses seraient oubliées.

Ces prévisions des Communistes ne tardèrent pas à se réaliser.

Herriot laissa le « mur d'argent » continuer ses spéculations sur la baisse du franc, moyen à la fois de faire des bénéfices et de faire chanter les gouvernements Il continua l'inflation, et lorsque, prenant prétexte de ce fait, l'oligarchie déclancha une nouvelle panique financière, Herriot donna piteusement sa démission. La liquidation du Cartel au profit de la réaction commençait.

La guerre du Maroc

Ayant promis la paix, les gouvernements issus du Cartel continuaient une politique impérialiste.

Il est vrai que l'U.R.S.S. fut reconnue et des relations diplomatiques furent établies avec elle. Mais malgré cet acte, accompli sous la pression des masses, et qui devenait inévitable, étant donné le renforcement de l'U.R.S.S., le Quai d'Orsay n'abandonnait rien de ses projets anti-soviétiques.

D'autre part, cédant aux exigences de l'oligarchie, Painlevé, Président du Conseil, s'engage à fonds dans la guerre du Maroc contre le peuple rifain et réprime avec sauvagerie la révolte du Djebel Druse, en Syrie.

Le Parti Socialiste soutenait la guerre du Maroc et de Syrie. Contre les peuples opprimés et exploités par les trusts et les Banques, il prenait le parti de ces derniers, il prenait le parti de l'impérialisme français contre ses victimes.

Le Parti Communiste, s'appuyant sur le marxisme-léninisme, expliquait aux travailleurs que, dans cette guerre injuste, ils devaient soutenir les peuples luttant pour leur indépendance nationale contre l'impérialisme français. Et il engagea la lutte contre la guerre du Maroc et de Syrie.

Un Comité d'Action fut créé sous la direction de Maurice Thorez qui suscita dans tout le pays une vaste campagne d'agitation et d'action, organisa les *Congrès contre la guerre du Maroc et de Syrie* (Paris, Lille, Béziers, Bordeaux, Marseille, Strasbourg), réussit à réaliser une large mobilisation des travailleurs contre les aventures coloniales marquée par la grève générale contre la guerre, du 12 octobre 1925 à laquelle participèrent 900.000 ouvriers.

De nouveau la répression s'abattit sur le Parti sous la direction des ministres radicaux. Sarraut proclama à Constantine dans un discours haineux, « Le Communisme, voilà l'ennemi! » A l'époque où ils luttaient pour le gouvernement de la troisième République, les chefs radicaux avaient proclamé, « pas d'ennemis à gauche ». Durant la période qui s'étend entre ces deux formules se situent le développement de l'impérialisme et l'inféodation des chefs radicaux aux « puissances d'argent ».

La lutte contre la guerre du Maroc a contribué à raffermir le Parti et à resserrer ses liens avec le prolétariat. Elle a permis de faire dans les masses populaires un grand travail d'éclaircissement et d'éducation révolutionnaire.

Pendant qu'il frappait les communistes, le Cartel laissait toujours l'oligarchie continuer ses spéculations à la baisse du franc et l'organisation des paniques financières. Finalement, à la faveur d'une nouvelle panique préparée tout exprès, l'oligarchie ramène au pouvoir Poincaré, chargé de réaliser la faillite partielle du franc et d'augmenter l'impôt pour la grande masse des petits contribuables. Ces mesures étaient destinées à liquider les frais de la guerre et de la reconstruction, sur le dos des masses laborieuses.

Le Parti Socialiste soutenait cette politique. « Laissons faire l'expérience Poincaré », proclamait Blum. Dans ces conditions, Poincaré put réaliser la *dévaluation* en ramenant le franc d'avant guerre à quatre sous et en réalisant une augmentation massive des impôts pesant sur les grandes masses.

Après deux ans de Cartel, la réaction que le pays avait chassée du pouvoir, s'y réinstallait.

Dès lors, dans la lutte contre la politique réactionnaire de Poincaré, le Parti se place constamment à l'avant garde.

La tactique « classe contre classe »

Le Parti décida d'utiliser les élections de 1928 pour réaliser un rassemblement des masses sur son programme prolétarien, face à tous les Partis du capital ou soutenant le capital. C'est cette tactique qui fut appelée la tactique *classe contre classe*. Le renforcement de l'autorité du Parti avait préparé les conditions pour son application.

La tactique « classe contre classe » signifiait la liquidation définitive de tout « électoralisme », de toute coalition électorale sans principes. Il fut décidé, en particulier, que le candidat communiste serait maintenu au second tour devant le candidat socialiste, au cas où celui-ci n'accepterait pas un programme d'action commune.

Cette tactique fut combattue, au sein du Parti, par des éléments conciliateurs. Dans l'application, des erreurs sectaires aboutirent à sa *déformation*. Mais elle a effectivement permis au Parti de rassembler des masses importantes sur son programme propre, (1.070.000 voix, 200.000 de plus qu'en 1924) comme parti de classe, et de renforcer la cohésion et l'autorité qui devaient lui permettre par la suite, de réaliser le Front Unique et le Front Populaire, en pratiquant, dans son travail pour l'union, la politique la plus audacieuse.

CHAPITRE V

Le Parti Communiste Français à la tête des masses laborieuses, dans la lutte contre les conséquences de la crise économique

Le Parti Communiste Français prépare les travailleurs à la lutte contre les menaces de guerre et les conséquences de la crise économique

En 1928, la production industrielle française parvient à dépasser de 27 % le niveau d'avant-guerre. Ce développement était plus lent et moins important qu'en Allemagne et aux Etats-Unis, mais les porte-parole de la bourgeoisie française et, avec eux, les chefs socialistes proclamaient en France aussi la « prospérité » (1) ainsi que la paix définitive.

(1) Voir le quatrième Cours.

Le 6e Congrès de l'Internationale Communiste, s'appuyant sur l'analyse marxiste-léniniste, a annoncé dès 1928, l'approche d'une nouvelle crise économique et l'aggravation des dangers de guerre. (1)

Le Parti Communiste Français montrait aux travailleurs que la crise économique mondiale ne manquerait pas d'atteindre également la France.

Il avait acquis cette certitude en étudiant la situation économique en France à la lumière du marxisme-léninisme. Le Parti considérait, conformément à la doctrine de Marx, que la production capitaliste engendre nécessairement, tant qu'elle subsiste, des *crises périodiques de surproduction* (2); que la France capitaliste devrait donc subir, elle aussi, une nouvelle crise après l'essor économique relatif qu'elle venait de connaître; qu'elle serait nécessairement atteinte par la crise mondiale. Le Parti a pu ainsi *prévoir* la crise avant qu'elle ait éclaté, ce qui était d'autant plus important qu'une nouvelle crise économique signifiait de nouvelles batailles de classes.

De même le Parti dénonçait la politique extérieure pratiquée par Tardieu, l'homme de l'oligarchie qui était alors président du conseil. *L'impérialisme* français était au centre même d'intrigues multiples qui ne pouvaient conduire qu'à la guerre. Tardieu ne cessait, en effet, de comploter pour faire de la France « le gendarme de l'Europe », et il poursuivait, en particulier, sans arrêt la réalisation de plans d'agression anti-soviétiques.

Pour le 1er Août 1929, le Parti organisa une *journée de lutte contre la guerre impérialiste* qui donna lieu à Paris à une grande manifestation et à de violentes collusions entre les ouvriers et la police.

Pour juger de l'importance d'une telle manifestation, il faut se représenter que la bourgeoisie voulait absolument dissimuler aux travailleurs les dangers de guerre. Le *secret* lui est, en effet, indispensable pour la préparation et le déclanchement des guerres impérialistes.

Les dirigeants du Parti radical, les chefs socialistes et les chefs réformistes de la C. G. T. faisaient croire qu'il n'y avait pas de danger réel; que le *désarmement* ne tarderait pas à être réalisé; que grâce aux grands trusts internationaux, le capitalisme connaîtrait un développement pacifique. En août 1928 fut signé le « Pacte général de renonciation à la guerre », appelé aussi « Pacte Briand-Kellog », et chefs radicaux, socialistes et réformistes invitaient les masses populaires à faire confiance uniquement à la S. D. N. et à

(1) Voir le quatrième cours.

la parole des gouvernements impérialistes. Ils voulaient en réalité, empêcher les masses populaires de connaître la situation véritable et de lutter pratiquement contre la guerre en luttant contre leur propre gouvernement impérialiste.

Le Parti Communiste montrait, au contraire, que les gouvernements impérialistes ne voulaient pas le désarmement. ainsi que le prouvait leur résistance acharnée aux efforts déployés sans cesse dans ce sens par le gouvernement soviétique. Il montrait que seule la lutte des masses populaires pouvait faire reculer le spectre de la guerre. Et au moment où tous les Partis cherchaient à endormir la vigilance des travailleurs, seul le Parti Communiste les avertissait des dangers imminents, lui seul les préparait à la lutte.

L'oligarchie s'est bien rendu compte du danger que représentait pour elle, et pour la réalisation de ses plans criminels, le Parti Communiste qui empêchait, en outre, les chefs socialistes et réformistes, entretenus par la bourgeoisie à de si grands frais, de tromper les travailleurs. Pour avoir les mains libres, elle voulut tenter, encore une fois, à la veille de la crise et de l'aggravation de la situation internationale, d'abattre le Parti.

Tardieu voulut *décapiter* le Parti et le réduire au silence. En juin, Maurice Thorez est arrêté, victime d'une lâche trahison. A la veille du 1er Août 1929, de nombreux militants du Comité Central sont arrêtés « préventivement ». Pour étouffer la grande voix de l'HUMANITE, Tardieu fit bloquer les opérations de la *Banque Ouvrière et Paysanne* où se trouvait le compte du journal. Il pensait que l'HUMANITE, journal ouvrier, ne disposant pas de capitaux, ni de « bailleurs de fonds » comme les journaux capitalistes, mais vivant au jour le jour du produit de sa vente, serait obligé de disparaître. Le Comité Central lança alors un appel aux travailleurs pour sauver l'organe central du Parti Communiste, l'HUMANITE de Jaurès et de Lénine. En quelques jours, l'HUMANITE fut sauvée par les souscriptions des travailleurs qui réalisèrent une véritable mobilisation autour de leur journal, et le pays se couvrit rapidement d'un réseau de *Comités de Défense de l'Humanité.* Tardieu était battu ; son attaque tourna à sa confusion et montra l'affection dont les travailleurs entouraient leur Parti et son journal.

Le « groupe »

L'attaque dirigée contre le Parti de l'extérieur se combinait avec une attaque de grande envergure montée à l'intérieur. Profitant de l'arrestation d'un grand nombre de militants responsables, (1) des éléments corrompus qui s'étaient glissés dans le Parti, avaient organisé un « groupe », c'est à-dire une coterie secrète. Le « groupe » était dirigé par Celor, démasqué ensuite comme policier, et l'aventurier Barbé qui devait finir sa carrière misérable dans l'agence d'espionnage et de coups de mains montée par Doriot sous le nom de « P. P. F. » Le « groupe » sabotait les décisions du Comité Central, notamment en ce qui concerne le travail en vue de la réalisation du front unique; il multipliait les fautes sectaires et s'efforçait de détruire toute démocratie dans le Parti. Ces fourbes pratiquaient le *sectarisme* à dessein, pour nuire au Parti, pour l'isoler des masses et provoquer sa décomposition. C'est dans le même but qu'ils cherchaient à écarter les militants honnêtes et à soutenir les rares éléments « trotskystes » qui avaient réussi à se maintenir dans le Parti.

Sous la direction de Maurice Thorez, de Jacques Duclos et de Benoit Frachon, le Comité Central engagea la lutte à fond contre le « groupe ».

Les articles publiés par Maurice Thorez à cette époque dans l'*Humanité* (« Que les bouches s'ouvrent! », « Pas de mannequins dans le Parti! ») ont eu une importance décisive.

Ils dénonçaient le sectarisme, condamnaient la politique néfaste du groupe et appelaient tous les membres du Parti à lutter aux côtés du Comité Central pour l'assainissement de la vie intérieure des organisations. Le Parti répondit à cet appel avec un grand enthousiasme. Très rapidement, le groupe fut isolé, brisé, ses chefs démasqués et chassés du Parti. A la veille des grands combats qui attendaient les travailleurs français, le Parti triompha entièrement de cette crise intérieure. Bientôt le groupe ne fut plus qu'un souvenir.

La crise économique en France

La crise économique mondiale commencée en 1929 s'est manifestée en France avec un certain retard. Les porte-paroles de l'oligarchie proclamèrent alors que la France était, grâce à sa « structure harmonieuse », à l'abri de la crise. Mais à partir de la fin de

(1) Marcel Cachin, André Marty, Vaillant-Couturier, Benoit Frachon, Semard, Monmousseau, Gourdeaux, etc., étaient en prison tandis que Maurice Thorez et Jacques Duclos étaient dans l'illégalité.

1930, la production industrielle française commence à baisser et cette baisse se poursuit en 1931, en même temps qu'augmente le chômage. Les mêmes « savants » proclamaient alors qu'il s'agissait d'un « malaise passager. » La baisse de la production industrielle s'accéléra. En 1932, son recul par rapport à 1930 dépassa 30 %. Le nombre des chômeurs secourus passait de 2.000 en 1930 à 273.000 en 1932.

Par l'extension du chômage partiel, le chômage touchait, en fait plusieurs millions de travailleurs. La crise sévissait également dans l'agriculture. Les prix des produits de la terre s'effondraient; le blé tombait de 148 francs en 1928 à 84 francs en 1932. Dans le commerce, les faillites avaient augmenté de 50 % entre 1929 et 1932. Dès les premiers symptômes de la crise, l'oligarchie s'appliqua à en rejeter tout le poids sur les masses laborieuses. Les chefs socialistes et les chefs réformistes avaient répété servilement avec les porte-paroles du Capital, d'abord que la prospérité durerait toujours, puis que la crise n'atteindrait pas la France; enfin qu'en France ce ne serait qu'un malaise passager. Ils s'appliquaient maintenant à faire accepter aux masses les mesures de spoliation exigées par les oligarchies. Le Parti Communiste seul, avait dit la vérité.

Face aux tentatives de l'oligarchie de rejeter le poids de la crise *sur les masses laborieuses*, le Parti engage la lutte pour rejeter le poids de la crise *sur l'oligarchie elle-même.*

A la Conférence du Parti bolchévik Staline avait montré que la bourgeoisie chercherait à trouver une issue à la crise dans le fascisme et dans une nouvelle guerre impérialiste. (1)

Cette orientation apparaît nettement dans la conduite de l'oligarchie française dès le début de la crise et au cours de tout son développement.

En premier lieu, Tardieu intensifia ses machinations antisoviétiques. En 1932, le Président de la République, Doumer, est assassiné par un Russe blanc. Tardieu présente l'assassin aussitôt comme «communiste». Le but était d'atteindre le Parti Communiste et monter une provocation contre l'U.R.S.S. Mais notre parti ayant démasqué la provocation, on a été obligé de reconnaître que Gorgulov était un Russe blanc et Tardieu sortit de l'affaire discrédité.

Il devint cependant manifeste qu'au milieu d'une situation internationale qui s'aggravait (l'invasion de la Chine par le Japon) l'impérialisme français continuait à pratiquer une politique extérieure des plus dangereuses.

(1) Voir le quatrième Cours.

En second lieu, l'oligarchie proclamait « la grande pénitence » ! elle voulait une réduction massive des salaires, des traitements et des pensions. Elle rêvait de ramener le niveau de la vie de l'ouvrier français à celui de l'ouvrier japonais ; elle voulait la ruine des petites et moyennes entreprises pour accroître la puissance des trusts qui s'était développée considérablement depuis la guerre ; elle voulait également l'augmentation des impôts pour les pauvres et sa diminution pour les riches. Dans ses usines, elle a commencé immédiatement la réduction du niveau de vie des travailleurs par la diminution des salaires, les licenciements, le chômage partiel, etc...

Les travailleurs de leur côté ont manifesté immédiatement aussi leur volonté de résister. Pour empêcher toute résistance, pour pouvoir imposer tout son plan de misère, l'oligarchie voulait instaurer un « régime autoritaire ». C'est pourquoi elle a déclanché *l'agitation fasciste.*

Face à l'aggravation des dangers de guerre et au développement de l'offensive fasciste, le Parti voyait dans l'*Union* des travailleurs l'arme de la lutte efficace. Il accentue ses efforts pour réaliser le front unique entre travailleurs communistes et travailleurs socialistes. Il soutient intégralement le Congrès International contre la guerre tenu à Amsterdam en Avril 1932 sur l'initiative d'Henri Barbusse et qui eut un succès éclatant. Malgré l'interdiction de leurs chefs de nombreux militants socialistes y participent. Le travail inlassable effectué depuis Tours par le Parti pour le Front Unique, commençait à porter ses fruits.

En mai 1932, eurent lieu les élections législatives. Le Parti a mené sa campagne contre la guerre, la misère et le fascisme.

Les élections n'apportent pas de changement notable. Le nombre des députés communistes ne traduit nullement l'influence réelle du Parti qui est en voie d'augmentation. C'est ce qui se révèle dans la période suivante. (1)

(1) Voir plus loin.

CHAPITRE VI

Le Parti Communiste Français conduit la lutte victorieuse des masses populaires contre l'offensive du fascisme (1933 - mai 1936)

L'offensive du fascisme en France

Pour instaurer son « régime autoritaire » l'oligarchie comptait sur l'agitation créée par ses organisations les plus réactionnaires : « les Ligues » comme « la Ligue d'Action Française » et les « Camelots du Roy » de Maurras ; les « Jeunesses Patriotes » de Taittinger ; les « Croix de Feu » du Colonel-comte véreux de la Rocque ; le « Front Paysan » de Dorgères etc...

Dès le début de la crise les « ligues » recommencent à s'agiter. D'autres, plus ou moins éphémères, se créent. Toutes ces organisations étaient subventionnées par les trusts et les banques et évoluaient sous l'œil bienveillant de la police de Chiappe. Il fut prouvé, en outre, par le réactionnaire Tardieu que de la Rocque émargeait régulièrement aux Fonds secrets.

Les « Ligues » menaient campagne contre la démocratie, le parlement, etc. Elles préconisaient le « corporatisme », copiant Mussolini ou Hitler, ou les deux. Elles cherchaient à entraîner la petite bourgeoisie et les chômeurs.

La politique d'union du Parti Communiste

Après la destruction de la République bourgeoise démocratique en Allemagne et l'avènement du régime actuel (janvier 1933) l'offensive du fascisme s'intensifie en France aussi. Certains milieux radicaux et socialistes répandent la théorie d'après laquelle le fascisme est « inévitable », traduisant ainsi la capitulation devant l'oligarchie. Dans la C. G. T., Belin et ses amis « trotskystes » commencent à faire la propagande pour le « corporatisme ». Certaines « personnalités » tentent de convaincre l'oligarchie que dans un pays aux profondes traditions républicaines comme la France, c'est une dictature exercée par des hommes « de gauche » qui aurait le plus de chances de « réussir », posent leur candidature et complotent. Tel est le cas, en particulier, de Daladier et de ses proches amis, comme le policier Frot.

Fidèle aux enseignements de Lénine et de Staline, le Comité Central a tiré des leçons des événements d'Allemagne. Il a acquis ainsi la conviction que le fascisme n'est nullement un « mal inévi-

table » ; que le régime hitlérien n'a su accéder au pouvoir que dans les conditions de la division des travailleurs entretenue avec acharnement par la social-démocratie (1) et qu'il existait un moyen d'empêcher son avènement qui signifierait la misère, l'esclavage et la guerre : l'union du peuple travailleur dans un large front unique anti-fasciste.

Unir les ouvriers communistes et les ouvriers socialistes pour entraîner dans l'unité d'action toute la classe ouvrière ; unir la classe ouvrière pour pouvoir réaliser l'alliance entre le prolétariat et les classes moyennes, telle était la ligne de conduite élaborée par le Comité Central du Parti pour battre l'offensive des trusts.

Seul le Parti Communiste avait une conception claire de la voie à suivre.

La lutte du Parti pour le front unique

Depuis Tours, le Parti avait lutté sans cesse pour le front unique. Devant le danger qui menaçait la classe ouvrière, il décida de mettre tout en œuvre pour le réaliser.

Malgré la résistance acharnée des dirigeants du Parti Socialiste, les ouvriers socialistes de la base répondaient de plus en plus aux appels à l'unité du Comité Central.

La grande campagne pour la libération de *Dimitrov* entraîne non seulement tous les ouvriers, mais encore de nombreux intellectuels et une couche importante des classes moyennes. Du fond même de sa prison, Dimitrov sut donner un élan immense au rassemblement des forces attachées à la paix et à la liberté. De nombreux socialistes participeront aux *Comités de lutte contre la guerre et le fascisme*, issus des Congrès d'Amsterdam (1932), et de Paris, Salle Pleyel (1933).

Les journées de Février 1934

A l'échelle internationale, la crise avait atteint son point culminant en 1932-1933. En France, après une courte ascension, la production retombait, dès 1934, de nouveau au-dessous du niveau d'avant-guerre. Le nombre des chômeurs ne cessait d'augmenter. La crise étalait en France aussi tout le désordre de la production capitaliste : la disette au milieu de l'abondance. Le mécontentement se développait dans la classe ouvrière ; l'inquiétude régnait dans la petite bourgeoisie des villes et dans la paysannerie.

(1) Voir le quatrième Cours.

Exploitant le scandale Stavisky qui provoque la démission du cabinet Chautemps dont plusieurs membres (Chautemps, Bonnet, etc..) sont compromis; les ligues fascistes renforcent leur agitation sous la protection de la police de Chiappe. Elles organisent le *putsch du 6 février* et Daladier, successeur de Chautemps et candidat lui aussi à la « dictature » donne piteusement sa démission, quoique ayant obtenu la majorité à la Chambre, pour céder la place à Doumergue, instauré par les hommes du 6 Février.

Le Parti Communiste qui avait organisé une contre-manifestation le 6 Février, décide la *riposte immédiate.* Il appelle les travailleurs communistes, socialistes et sans parti à manifester le 9 février, place de la République. Le 7 et le 8 se déroulent partout à Paris des manifestations ouvrières que la police tente de réprimer avec une sauvagerie inouïe. Le 9 février les ouvriers répondent en masse à l'appel du Parti, maintenu malgré l'interdiction. Les ouvriers socialistes que Blum voulait retenir dans les permanences se joignent à leurs frères communistes et sans parti. Malgré une formidable mobilisation de la police et de la Garde-mobile, les ouvriers élèvent des barricades Gare de l'Est et se battent cinq heures durant.

La classe ouvrière fournit de nouveaux martyrs tombés sous les balles de la police. Mais la manifestation du 9 février galvanise les travailleurs dans tout le pays. La riposte énergique et immédiate du Parti Communiste a déterminé l'*action* du prolétariat et préparé le succès grandiose de la *grève générale du 12 Février.*

Elle a provoqué un renversement du rapport des forces respectives de la classe ouvrière et de l'oligarchie.

La Conférence Nationale d'Ivry. Le Pacte d'Unité

Quelques semaines après la parution des décrets de misère de Doumergue qui diminuaient les salaires, les traitements et les pensions des anciens combattants, en allégeant par contre les impôts déjà bien légers payés par les riches, se réunit en Juin 1934, la Conférence Nationale du Parti à Ivry.

Dans son rapport présenté au nom du Comité Central, Maurice Thorez a montré la signification de l'avènement du régime nazi en Allemagne et les conséquences que les communistes devaient en tirer dans leur lutte pour la Paix et contre l'offensive du fascisme.

Le fascisme est *la dictature terroriste de la fraction la plus réactionnaire, la plus impérialiste et la plus chauvine de la grande bourgeoisie*

La réaction masquait cette nature du fascisme, cependant que les chefs radicaux et socialistes répandaient à son sujet des « théo-

ries » qui aboutissaient au même résultat. Les communistes, au contraire, ont *démasqué* le fascisme, grâce à l'analyse marxiste. Derrière le fascisme, qui se prétend national, révolutionnaire et même socialiste, ils faisaient voir les trusts et les banques, l'oligarchie financière qui est anti-nationale, contre-révolutionnaire et constitue l'ennemi mortel du socialisme. En se présentant comme national, révolutionnaire et socialiste, le fascisme veut seulement exploiter, par une démagogie d'un cynisme inouï, le sentiment national des masses populaires et la haine qu'elles éprouvent pour le capitalisme.

Maurice Thorez montrait que pour empêcher l'oligarchie de parvenir à ses fins, il était absolument nécessaire de faire aboutir l'*unité d'action* entre les travailleurs communistes et socialistes, pour pouvoir ensuite l'élargir sans cesse.

« Dans la course de vitesse engagée entre nous et le fascisme, disait Maurice Thorez, la bourgeoisie veut aller plus vite et si nous ne parvenons pas à faire plus, encore plus et toujours plus pour le front unique, le fascisme peut battre la classe ouvrière. Or, nous ne voulons pas que le fascisme passe en France. A tout prix, nous voulons l'action! A tout prix, nous voulons l'unité d'action. »

L'oligarchie ne constitue avec ses agents qu'une infime minorité dans le pays. Isolée, elle est incapable de battre la classe ouvrière, c'est pourquoi elle cherche à s'appuyer sur la petite bourgeoisie des villes, sur les paysans et sur les classes moyennes. Voulant imposer le fascisme, avec ses plans de misère, d'esclavage et de guerre, elle entreprit donc en toute hâte de gagner ou tout au moins de neutraliser ces diverses couches sociales. Pour l'empêcher de réussir, il fallait organiser le rassemblement de la petite bourgeoisie des villes, de la paysannerie et des classes moyennes *autour du prolétariat*, en s'efforçant d'y arriver *avant* que l'oligarchie ait pu gagner ou neutraliser des masses importantes. Le rassemblement autour du prolétariat correspondait non seulement aux intérêts du prolétariat, mais encore à ceux de la petite bourgeoisie, de la paysannerie et des classes moyennes, étant donné que la dictature de l'oligarchie signifiait pour eux aussi l'écrasement.

Le Parti préconisait le rassemblement autour du prolétariat en vue de l'*action* des masses contre l'oligarchie *dans tous les domaines*. Le Parti voulait l'action *à tout prix*. En d'autres termes, il était décidé à tout faire pour encourager et développer l'action des masses, étant donné que cette action constitue le facteur historique décisif. C'est en vue de l'action des masses que le Parti entendait réaliser à tout prix *l'unité*. Le Parti entendait tout faire, afin de

rendre possible la réalisation pratique de l'unité en vue de l'action des masses contre l'oligarchie.

Ce rassemblement, dont le Parti Communiste décida la réalisation, était en France, un *rassemblement d'un type nouveau.* Il ne s'agissait pas de ces coalitions que la vie politique française a si souvent connues, depuis la fin du 19e siècle, sous le nom de « bloc des gauches » ou de « cartel des gauches ». Les coalitions de ce genre avaient été formées uniquement en vue des élections et de l'action parlementaire. Le Parti Communiste préconisait l'union en vue de l'action des masses elles-mêmes, le vote des électeurs et l'activité des députés, ne devant être *qu'une partie* de cette action. Les coalitions comme le « Bloc des gauches », le « Cartel des gauches », etc... étaient des coalitions dont le centre de gravité se situait au parlement ; c'étaient, en réalité comme les partis qui les composaient, *des machines à faire voter les électeurs.*

Le rassemblement préconisé par le Parti avait son centre de gravité en dehors du parlement, dans le rassemblement des masses et dans leur *activité.* Son contenu social, son contenu de classe était d'un genre nouveau. Dans le « Bloc des gauches » ou dans le « Cartel des gauches » l'*hégémonie,* le rôle dirigeant, appartenait à l'aile gauche de la bourgeoisie et, en fin de compte, à la bourgeoisie elle-même. Le prolétariat y était prisonnier. Le rassemblement préconisé par le Parti était un rassemblement *autour du prolétariat,* l'hégémonie, le rôle dirigeant appartenant à la classe ouvrière.

C'était, en réalité, l'application aux conditions françaises des enseignements de Marx, développés par Lénine, concernant *les alliés du prolétariat* (1). Et Maurice Thorez montrait à Ivry que si, conformément à l'enseignement constant de Marx et d'Engels, il est d'une importance vitale pour la classe ouvrière de réaliser son alliance avec la paysannerie et tout le peuple laborieux, la réalisation de cette alliance devenait, dans la situation présente, une tâche *urgente* et *immédiate.* Les communistes ne devaient pas, par conséquent, se borner à souligner, d'une manière abstraite, la nécessité de cette alliance, se contenter de la désirer ardemment. Ils devaient étudier les conditions concrètes qui la rendent effectivement possible et travailler de manière à la rendre compréhensible et accessible aux masses. En particulier, les communistes devaient savoir que s'il est décisif de connaître la situation matérielle et les revendications économiques des couches sociales qui sont, à l'époque de

(1) Voir le deuxième cours.

l'impérialisme, les alliés naturels du prolétariat, il leur fallait également tenir compte de leur *idéologie,* de leurs traditions et de leurs sentiments, et faire connaître la *véritable figure du communisme et des communistes.*

L'oligarchie attache à son char la petite bourgeoisie et les classes moyennes, en exploitant en particulier le sentiment national. Elle s'est emparée du drapeau tricolore et de la Marseillaise. Pour diviser le peuple de France, elle représente la classe ouvrière comme « anti-nationale ».

Mais c'est l'oligarchie qui est anti-nationale, comme étaient anti-nationaux les Versaillais alliés avec Bismarck contre la Commune, comme était anti-nationale l'aristocrarie émigrée à Coblentz pour s'allier avec les tyrans étrangers contre la Nation. Après avoir montré comment les communistes unissent, au contraire, le sentiment national à l'internationalisme prolétarien, Maurice Thorez a dit : « Nous aimons notre pays ». Il a montré ainsi que la classe ouvrière, la classe de l'avenir recueille tout le grand héritage historique de la France.

La Conférence d'Ivry eut pour le Parti une grande importance. Elle a élaboré la théorie et la tactique du front unique et posé les bases de la théorie et de la tactique du front populaire, en esquissant déjà celles de l'union de la nation française. Fidèle au marxisme-léninisme, en le traitant non comme un *dogme,* mais comme un *guide pour l'action,* elle a développé l'idéologie du Parti et elle l'a armé politiquement pour son grand travail d'unité, qui fera dès lors des progrès décisifs.

Seul un parti uni et fort pouvait entreprendre une telle politique.

Le Parti a pu l'entreprendre parce qu'il avait réalisé l'unité idéologique sur la base du marxisme-léninisme et établi la cohésion de ses rangs ; parce qu'il avait mené une lutte intransigeante contre les conciliateurs et parce qu'il s'était trempé dans les batailles contre la bourgeoisie.

L'application de la tactique classe contre classe avait été, dans la période précédente, l'un des facteurs essentiels ayant permis au Parti de rassembler, sous son drapeau, les éléments les plus avancés et les plus combattifs du prolétariat. C'est parce qu'il avait réussi dans l'accomplissement de cette première tâche qu'il a pu aller, ensuite, avec assurance, toujours plus loin dans la voie de l'union.

Il faut noter également que l'action des communistes et de la classe ouvrière influencée par eux est parvenue, après la Conférence

d'Ivry, à arracher le masque « national » des hommes du grand capital, à les montrer tels qu'ils apparaissent maintenant : traîtres à la nation pour la défense de leurs privilèges. Le fascisme n'a pas réussi, en France, à passer pour « national ».

Après la Conférence d'Ivry, Blum, Paul Faure et la direction du Parti Socialiste pouvaient de moins en moins maintenir leur refus sans s'isoler. Leur attitude provoquait les protestations les plus vigoureuses de la base même du Parti Socialiste. Les ouvriers socialistes réalisaient l'unité d'action malgré leurs chefs. Ceux-ci furent obligés de céder. L'unité d'action est conclue, d'abord entre la Région Paris-Ville du Parti et la Fédération de la Seine du Parti Socialiste. Le 27 juillet est signé, grâce aux efforts déployés par les communistes pendant 15 ans, le Pacte d'Unité d'action entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste.

« Nous avons dû nous résigner au Front Unique » devait déclarer Paul Faure.

L'ampleur de la manifestation au Panthéon, en l'honneur de Jaurès, qui suivit la conclusion du Pacte, a montré l'essor immense que la réalisation du Front Unique imprimait à l'action des travailleurs.

Afin de paralyser la lutte pour l'unité, Doriot essaya de provoquer une scission dans le Parti. La rapidité et l'aisance avec laquelle il fut isolé et démasqué comme agent de l'ennemi, ont montré combien le Parti avait grandi à tous points de vue.

La lutte du Parti pour le Front Populaire

Tout en travaillant pour la réalisation du Front Unique entre travailleurs socialistes et travailleurs communistes, le Parti abordait la deuxième partie de la tâche qu'il s'était fixée : rallier autour du front unique prolétarien les classes moyennes ; constituer le *front populaire pour le pain, la paix et la liberté.*

Ce mot d'ordre lancé par le Parti Communiste (Maurice Thorez à Nantes, en décembre 1934), fut compris par les diverses couches populaires et adopté par elles. Il deviendra le mot d'ordre d'union de la France laborieuse et attirera au Parti la sympathie de nombreux intellectuels parmi les meilleurs.

Devant le nouvel essor du mouvement de masse, l'oligarchie voulait faire aboutir une réforme de la Constitution pour limiter les droits du Parlement. Mais les campagnes de notre Parti avaient complètement démasqué Doumergue comme instrument du grand capital. Sous l'influence des masses, l'opposition grandit contre lui également au parlement, et le gouvernement issu du 6 février

démissionne le 8 novembre. Il est remplacé par un gouvernement Flandin qui tombe, à son tour, le 31 mai 1935. L'oligarchie organise une panique financière pour imposer Laval qui, après le gouvernement éphémère de Buisson (1er-4 juin), forme le gouvernement et obtient les pleins pouvoirs pour imposer, par décret, les projets de misère exigés par le grand capital.

Les dirigeants du Parti radical, du Parti socialiste et de la C. G. T. ne voulaient pas du Front Populaire, parce que celui-ci signifiait la mobilisation du peuple laborieux contre l'oligarchie, sur la base d'une alliance entre la classe ouvrière et les classes moyennes, ayant son centre de gravité non au Parlement, mais dans l'action des masses elles-mêmes. Ils rêvaient d'une résurrection du Cartel des Gauches pour les élections de mai 1936.

Devant la ténacité du Parti Communiste, et le vaste courant de masse en faveur de l'union, le Parti radical, le Parti socialiste et la C. G. T. ne peuvent cependant pas se dérober. Sous le signe du Front Populaire, la célébration du 14 juillet, que la bourgeoisie avait vidé de tout contenu révolutionnaire, revêtit en 1935, à Paris et en province, une ampleur et un caractère sans précédent. A Paris, plus de 500.000 manifestants défilèrent interminablement de la Bastille à l'Etoile, faisant retentir pendant des heures le cri « Les Soviets partout ! »

En août 1935 s'est tenu à Moscou le 7e Congrès de l'Internationale Communiste. En conclusion du rapport de Dimitrov, il approuva l'action hardie du Parti Communiste Français pour l'union et recommanda aux communistes de tous les pays capitalistes de s'en inspirer.

Le Front Populaire, initiative du Parti Communiste Français, acquit une importance internationale.

Le programme du Front Populaire

C'est également grâce à la vigilance et à la ténacité du Parti constamment appuyé par les masses, que les partis adhérants au Front Populaire ont signé un programme commun qui se rattachait directement à la lutte revendicative et comportait, vis-à-vis des masses des engagements précis : *pour les ouvriers :* la semaine de 40 heures sans diminution de salaires, l'augmentation des salaires ; les contrats collectifs ; les congés payés, le fonds national de chômage, l'exécution d'un véritable plan de grands travaux à financer par des prélèvements sur les grosses fortunes et l'augmentation des impôts frappant les capitalistes ; *pour les paysans :* la revalorisation des produits de la terre et l'office du blé ; *pour les petits*

commerçants et artisans : des dégrèvements d'impôts, des facilités de crédit et la protection contre les trusts et les banques.

Le programme du Front Populaire prévoyait, en outre, la réforme du statut de la Banque de France pour en chasser les membres de l'oligarchie financière; la nationalisation des industries de guerre, des mesures importantes contre l'exportation des capitaux, contre la corruption (interdiction pour les fonctionnaires et anciens fonctionnaires de faire partie du conseil d'administration des sociétés), contre la fraude fiscale (carte d'identité fiscale). Il prévoyait expressément la *retraite pour les vieux travailleurs.*

Dans sa partie politique, le programme du Front Populaire comportait notamment la dissolution des ligues fascistes et l'amnistie générale, l'abrogation des « lois scélérates » qui limitent la liberté de la presse, le respect du droit syndical pour tous. En politique étrangère, une politique résolue de paix pour l'extension des pactes d'assistance mutuelle *ouverts à tous*, suivant les principes du pacte franco-soviétique.

L'extension de la guerre impérialiste.
Le Parti développe la lutte pour la paix

Le Parti avait fait de la paix l'un des trois mots d'ordre fondamentaux du Front Populaire, parce que les dangers de guerre ne cessaient de croître. Comme l'avait prévu Staline, la bourgeoisie cherchait l'issue à la crise dans la guerre impérialiste, en même temps que dans le fascisme (1).

Les contradictions ne cessent de se développer entre les principaux bénéficiaires du partage du monde réalisé à Versailles, en particulier l'Angleterre, la France, avec les Etats Unis, d'une part, et d'autre part, les puissances capitalistes aspirant à un nouveau partage du monde, comme l'Allemagne et l'Italie avec le Japon.

L'impérialisme franco-anglais, qui n'avait jamais abandonné le projet d'une nouvelle agression anti-soviétique, espérait détourner la menace de l'impérialisme allemand de ses propres possessions vers le pays du socialisme. Dans ce but, il adopte vis-à-vis de lui et des autres puissances qui aspirent à un nouveau partage du monde, une politique de *concessions* qui conduit à leur renforcement et à l'aggravation continuelle des dangers de guerre.

L'intérêt évident de la France était plus que jamais de se rapprocher de l'U.R.S.S., seule grande puissance attachée sans réserves au maintien de la paix. Mais les cercles dirigeants français,

(1) Voir le quatrième cours.

poussés par ceux d'Angleterre, adoptent, vis-à-vis du pays du socialisme une politique criminelle de *double jeu*.

Dans les années 1933-1934. Mussolini lance le « Pacte à Quatre », projet de coalition de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne et de l'Italie, tourné nettement contre l'U. R. S. S. Les cercles dirigeants français envisagent ce projet favorablement.

En novembre 1934 cependant, Barthou étant ministre des affaires étrangères, la France adhère en principe au pacte d'assistance ouvert à tous, préconisé par l'U.R.S.S. dans le cadre de la Société des Nations. Peu après, Barthou trouve la mort dans des conditions suspectes, lors de l'assassinat du roi de Yougoslavie, à Marseille.

Laval, qui lui succède au ministère des affaires étrangères, ne donne pas suite au *protocole* qui avait été signé avec l'U.R.S.S. et conclut, en janvier 1935, les *accords de Rome* avec Mussolini. Les accords de Rome laissaient les mains libres à Mussolini, en vue de l'agression qu'il projetait contre l'Abyssinie. Ils lui cédaient des territoires pris sur les possessions coloniales françaises situées en Afrique et comportaient des clauses secrètes contenant des promesses concernant la cession de Djibouti, de la Tunisie et d'autres territoires. La politique des concessions unilatérales aux agresseurs éclatait au grand jour.

Les accords de Rome furent ratifiés par les Chambres. Seuls les communistes votèrent contre. En même temps, le Parti a engagé une vaste campagne à travers le pays pour expliquer que la politique extérieure de Laval tendait à accroître les menaces de guerre et à isoler davantage la France. Le Parti préconisait une collaboration de toutes les puissances intéressées au maintien de la paix, et particulièrement avec l'Union Soviétique. Devant la pression de l'opinion, Laval signe, à contre-cœur, en mai 1935, le pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique. Mais, dès la signature de ce pacte, la presse réactionnaire engage une violente campagne contre l'U. R. S. S. Cette campagne fut menée par les propres amis de Laval. En outre, Laval retarde la ratification du Pacte. *Au lieu d'une collaboration franche et loyale avec l'U. R. S. S, le gouvernement français continuait la politique du double jeu, dans l'espoir absurde de pouvoir tromper le pays où le Parti de Lénine et de Staline est au pouvoir.*

En août 1935, fort des accords de Rome, Mussolini envahit l'Abyssinie. La politique de Laval portait ses fruits. Le monde faisait un pas de plus vers la deuxième guerre impérialiste.

Laval, soutenu par toute l'équipe fascisante de la réaction, sabote les *sanctions* contre l'Italie, décidées par la S. D. N.

Il était visible, dès cette époque, qu'une véritable coalition se formait en France entre la fraction la plus réactionnaire de la grande bourgeoisie et les agents de l'impérialisme allemand et italien, pour imposer une politique extérieure compromettant chaque jour davantage, à la fois la paix et la sécurité de la France.

Seul le Parti Communiste dénonçait sans réserves cet état de choses, en préconisant inlassablement, dans toute sa campagne du Front Populaire, un changement radical de la politique extérieure.

Le Congrès de Villeurbanne

Du 22 au 25 janvier a siégé, à Villeurbanne, le 8e Congrès du Parti. Le Parti avait accompli de grands progrès depuis son 7e Congrès, tenu à Paris en 1932. Il avait triplé le nombre de ses adhérents qui s'élevait maintenant à près de 100.000. Grâce à son autorité et à son influence sur les travailleurs, il était devenu un facteur important de la vie politique en France. Il devenait, de plus en plus, *« le guide de la classe ouvrière, l'animateur reconnu du large mouvement antifasciste »* (Maurice Thorez : Rapport au 8e Congrès).

Le Congrès de Villeurbanne fut le *Congrès de l'Unité.*

Dans son rapport présenté au nom du Comité Central, Maurice Thorez montrait la nécessité de continuer et de développer encore le grand travail que le Parti avait accompli pour le rassemblement des masses. Il montrait la nécessité de *consolider* et d'*élargir* l'union déjà réalisée. Il fixait pour tâche au Parti de réaliser l'*Union de la Nation Française*, le rassemblement de toute la nation laborieuse autour du prolétariat (1).

Maurice Thorez a montré qu'une telle conception de l'unité découlait de l'application du marxisme-léninisme aux conditions concrètes de la France. Analysant la situation des diverses classes de la société française, il soulignait la solidarité des intérêts de toute la nation laborieuse en face de cette infime minorité que constitue l'oligarchie capitaliste. Il insistait sur la *nécessité* de cette union, étant donné les menaces croissantes contre la liberté des Français et contre la France elle même.

La lutte des communistes pour l'union, a dit Maurice Thorez, « est un élément de leur politique fondamentale, une application des principes de Marx et de Lénine sur l'alliance nécessaire, *jusqu'au bout*, de la classe ouvrière et des classes moyennes, non

(1) Voir le sixième cours.

seulement pour vaincre le fascisme, mais pour mettre un terme à l'exploitation du capital » (Rapport à Villeurbanne, p. 75).

Développant les idées exposées à la Conférence Nationale d'Ivry, Maurice Thorez montrait l'accord profond et naturel qui existe chez les communistes entre le sentiment national et l'internationalisme prolétarien :

« Nous sommes, a-t-il dit, les héritiers du grand passé dont l'histoire est faite des efforts séculaires du peuple pour se libérer.

« C'est seulement dans les classes privilégiées condamnées par l'histoire que l'on a constamment renié la patrie française » (p. 63).

De même ces classes privilégiées condamnées par l'histoire ont falsifié et corrompu les traditions nationales et les symboles dans lesquels elles s'expriment. Nous redonnons à ces traditions et à ces symboles leur signification véritable.

« Sur le front idéologique, a dit Maurice Thorez, nous avons fourni les nouvelles armes de la classe ouvrière, tout en reprenant audacieusement à l'ennemi ce dont il nous avait frustré et qu'il outrageait. Nous avons repris la Marseillaise et le drapeau tricolore de nos aïeux, les soldats de l'An II. Nous avons repris les strophes sur la Liberté, et appliqué aux fascistes, ennemis du peuple de France, les paroles de Rouget de l'Isle :

« Ils viennent jusque dans nos bras
Egorger nos fils et nos compagnes. »

Maurice Thorez dénonçait avec une force particulière la politique extérieure pratiquée par Laval. *Trois ans avant la catastrophe*, il a lancé au pays ce grave avertissement :

« La politique de M. Laval compromet le sécurité du pays ; elle conduit à l'isolement de la France. La politique de M. Laval conduit à la guerre. »

Le Secrétaire Général du Parti soulignait, une fois de plus, que les communistes n'étaient nullement hostiles aux négociations avec qui que ce soit ; qu'ils condamnaient, par contre les *concessions unilatérales* qui renforcent les agresseurs et aggravent, par là même, les dangers de guerre ; qu'à la place de cette politique d'aventures, ils préconisent la collaboration avec tous les pays qui veulent le maintien de la paix et, en premier lieu, avec l'Union Soviétique.

« L'union de la nation française » tel est le mot d'ordre connu aujourd'hui dans tout le pays qui fut adopté par le Congrès de Villeurbanne. Et Maurice Thorez terminait son rapport par ces mots :

« Vive la France libre, forte et heureuse que veulent et que feront les communistes. »

Le Congrès, adoptant les conclusions du rapport de Jacques Duclos sur la jeunesse, décida de développer le travail du Parti en vue d'un large rassemblement de la jeune génération. Il décida également d'intensifier son action pour la défense des revendications des travailleurs de la terre.

En développant les idées et les décisions de la Conférence d'Ivry, le Congrès de Villeurbanne a marqué une grande étape dans la formation idéologique et politique du Parti. Le travail réalisé par les communistes selon « l'esprit de Villeurbanne » a permis au Parti d'accomplir de nouveaux progrès.

L'Unité Syndicale

Sur le terrain économique l'offensive du grand capital ne cessait de continuer. A partir du 16 juillet 1935, les décrets-lois de Laval se succédaient par dizaines, diminuant les traitements, les salaires et les pensions, augmentant les impôts pour les pauvres, les diminuant pour les riches, précipitant la ruine des petites et moyennes entreprises, favorisant le développement de la puissance des trusts. Dans les usines, le patronat avait instauré un régime de surveillance policière pour empêcher les protestations contre les multiples formes de diminution des salaires. Cependant, le mouvement revendicatif grandissait constamment.

Dans ces conditions il devenait d'une importance capitale de compléter et de consolider le front unique réalisé sur le terrain politique en faisant aboutir l'unité syndicale ardemment désirée par la classe ouvrière. Grâce aux efforts déployés par les militants communistes de la C. G. T. U., sous la direction de Frachon, de Racamond et de Monmousseau, les résistances opposées par Jouhaux, Belin, Dumoulin, Vigne, Bard, Froideval, et toute l'équipe des dirigeants réformistes sont vaincues. Sans attendre le consentement des dirigeants de la C. G. T., les ouvriers confédérés décident, en effet, de rejoindre leurs camarades unitaires. De très nombreux *syndicats uniques* se forment par la fusion des syndicats unitaires et confédérés. Le mouvement atteint les unions départementales, chez les cheminots les unions de réseaux.

Jouhaux, Belin et Cie sont obligés de céder. Le 27 septembre 1935, sur l'initiative de la C. G. T. U. qui tenait à ce moment son Congrès, les deux Congrès décident de se réunir. La fusion sera réalisée pratiquement par le Congrès de Toulouse (janvier 1936).

La C. G. T. U. se fondait dans la nouvelle C. G. T. unique, après

avoir exercé une influence ineffaçable sur le mouvement syndical français, formé une nouvelle génération de syndicalistes ayant surmonté à la fois le réformisme et l'anarcho-syndicalisme et éduqué les nouveaux cadres révolutionnaires du syndicalisme issus des couches décisives du prolétariat.

La remilitarisation de la Rhénanie

Le rassemblement des masses animé par le Parti Communiste qui avait déterminé l'échec et le départ de Doumergue, a abouti aussi, en se développant, au départ de Laval. Par les campagnes menées contre ses décrets-lois et contre sa politique extérieure, le Parti avait réussi à démasquer Laval, à son tour, comme l'agent de l'oligarchie et l'allié des agresseurs contre les intérêts et la sécurité de la France. Le Parti a fait cette démonstration non seulement à propos des accords de Rome, mais également à propos du *sabotage du pacte franco-soviétique.*

N'ayant signé le pacte que contraint et forcé, Laval a essayé non de l'appliquer loyalement mais de l'utiliser *contre* les communistes! Staline avait déclaré que les signataires du pacte devaient mettre leurs armements au niveau de leur sécurité. Laval crut qu'une telle déclaration embarrasserait les communistes. Il s'imaginait que les masses ne comprendraient pas la *différence entre le pacifisme bourgeois et l'attitude bolchévik dans la question de la guerre et de la paix* (1). Au lieu d'embarraser les communistes Laval leur a donné l'occasion de le démasquer davantage, de faire une campagne d'éclaircissement des plus efficaces et de le battre personnellement.

Aux sottises de Laval largement répandues par les chefs socialistes, le Parti avait riposté en expliquant que *Staline avait parfaitement raison,* que la France devait effectivement assurer sa sécurité et que c'est pour cela même que les hommes de l'oligarchie qui sabotent, comme Laval, la sécurité de la France doivent être chassés du pouvoir avant qu'il ne soit trop tard. L'affiche du Parti « *Staline a raison* » a eu un retentissement énorme et Laval s'était si complètement trompé, les masses comprenaient si bien la différence entre le pacifisme bourgeois et l'attitude bolchévik dans les questions de la guerre et de la paix, qu'aux élections c'est par le communiste Tillon que Laval fut battu à Aubervilliers. Mais la façon dont s'est comporté Laval a montré avec quelle légèreté l'oligarchie française et ses hommes traitaient la question du pacte

(1) Voir le quatrième cours.

avec l'U.R.S.S., qui avait pour la France une *importance vitale*. Ils agissaient ainsi parce qu'ils étaient engagés à fond dans la politique criminelle du double jeu. Le gouvernement français signait un pacte avec l'U. R. S. S., tout en continuant à manœuvrer aux côtés de l'impérialisme anglais pour mettre debout une agression anti-soviétique.

Laval, chassé du pouvoir, fut remplacé par Sarraut qui continue la même politique étrangère, cependant que l'aggravation de la situation internationale montre bientôt la justesse des avertissements formulés par le Congrès de Villeurbanne.

Le 7 mars 1936, Hitler réoccupe militairement la Rhénanie et dénonce le pacte de Locarno. Les gouvernements de Paris et de Londres laissent faire, continuant la politique des *concessions unilatérales* qui aggrave les dangers de guerre. Elevant seul la voix, le Parti Communiste a expliqué la véritable signification de cet acte et exigeait un changement d'attitude.

Notre Parti n'a jamais cessé de condamner le traité de Versailles et de le combattre. Il montrait sans cesse que ce traité portait en lui la guerre et qu'il était le véritable père du mouvement hitlérien.

Mais la remilitarisation de la Rhénanie n'était pas, comme le prétendait Hilter, une « réparation de l'injustice de Versailles ». C'était un pas vers la réalisation des plans de conquête de l'impérialisme allemand, un pas vers la deuxième guerre impérialiste pour l'hégémonie en Europe et le nouveau partage du monde. Cet acte ne pouvait manquer d'en entraîner d'autres, si l'on ne savait dresser à temps un barrage.

Notre Parti était, comme ses dirigeants ne cessaient de le déclarer, pour les négociations avec tous, y compris Hitler. Mais Hitler ne négociait pas, il entendait *imposer* les volontés de l'impérialisme allemand par la force. Il faut négocier, disait notre Parti, mais « on ne négocie pas le revolver sur la table ». (Maurice Thorez.)

Maurice Thorez faisait en même temps la démonstration que Hitler ne poursuivait pas simplement la « réparation des injustices de Versailles » mais la conquête de l'Europe et, particulièrement, l'*écrasement de la France*. C'est ce qui résulte des textes mêmes de *Mein Kampf* que Maurice Thorez fit connaître à tout le pays.

Notre parti expliquait inlassablement que les *concessions unilatérales* ne font que renforcer ceux qui aspirent à conquérir l'Europe. Au lieu de sauver la paix, elles conduisent à la guerre. Pour éviter la guerre il faut mettre un terme à la politique des conces-

sions unilatérales ; négocier dans le respect de l'égalité des droits ; travailler à l'union de toutes les forces intéressées au maintien de la paix et, pour appliquer une telle politique, il faut réaliser l'union à l'intérieur, l'union autour de la classe ouvrière.

Mais les oligarchies franco-anglaises ne voulaient pas de cette politique de paix. Elles savaient que les concessions renforçaient l'impérialisme allemand, et elles étaient pour ce renforcement, car elles y voyaient une arme contre les travailleurs et contre l'Union Soviétique. Notre Parti luttait pour contrecarrer la grande offensive anti-ouvrière et anti-soviétique poursuivie sous le couvert de la liquidation du système de Versailles.

Les élections de mai 1936

Tout en travaillant à la consolidation et au développement du Front Populaire, le Parti a continué inlassablement son activité propre. Il engagea la campagne pour le premier tour des élections sur son programme propre, orienté tout entier vers la défense du pain, de la liberté et de la paix.

Devant la résistance opposée par les masses aux mesures de spoliation, le grand capital comptait tourner la difficulté en préconisant à nouveau la dévaluation, moyen indirect de diminuer le niveau de vie des travailleurs. Le Parti avait dénoncé ce projet soutenu, à la suite de Paul Reynaud, par Daladier, Blum, Jouhaux et Belin. *Le Parti luttait pour que la crise soit résolue, non aux frais du peuple travailleur, mais aux frais des capitalistes.* Il proposait à cet effet un ensemble de mesures précises que résumait le mot d'ordre « Les riches doivent payer ». Les campagnes ravissantes de Jacques Duclos ont rendu populaire ce mot d'ordre dans tout le pays. A la veille du scrutin du 26 avril, Maurice Thorez prononça un discours radiodiffusé qui eut une grande répercussion. Il montra la volonté du Parti Communiste de tout mettre en œuvre pour assurer le salut du peuple de France. Il tendait une main fraternelle aux travailleurs catholiques, ainsi qu'aux travailleurs trompés par la propagande des ligues fascistes (1). Au delà des rangs du Front Populaire, devant les masses les plus profondes du peuple, le Parti Communiste se révélait comme le grand Parti de l'Union.

Au premier tour des élections, le nombre des suffrages communistes s'élevait à 1.500.000 au lieu de 790.000 aux élections de mai 1935. Il y eut 9 élus. Après le second tour, où le Parti donna

(1) Voir le sixième cours.

l'exemple dans l'application de la discipline du Front Populaire, il y eut 72 députés communistes. Le Front Populaire remportait la victoire. Il détenait, de loin, la majorité absolue à la Chambre. La tactique d'union préconisée par le Parti Communiste pour battre le grand capital montrait son efficacité.

CHAPITRE VII

La lutte du Parti Communiste Français pour le pain, la paix et la liberté (Juin-Juillet 1936)

L'essor du mouvement de masse : les grèves de Juin 1936

Durant l'année 1935 le mouvement revendicatif n'avait cessé de grandir. Il en fut de même pendant les mois qui précédèrent les élections.

Après les élections, et surtout à partir du 25 mai, le mouvement de grève rebondit pour atteindre des proportions sans précédent. Commencé dans la métallurgie, le mouvement atteint le 28 mai les usines Renault auxquelles se joignent, le lendemain, les usines Rosengart, Citroën, Goodrich, Fiat, Gnome et Rhône, Salmson, Chausson et Caudron. Les jours suivants le mouvement se généralise, englobe de plus en plus toutes les branches et fait boule de neige en province.

C'est un grand mouvement de toute la classe ouvrière, unanime, enthousiaste et irrésistible. Ouvriers et ouvrières réclament l'augmentation des salaires, les conventions collectives, la semaine de 40 heures sans diminution de salaires, les congés payés, la reconnaissance des délégués d'ateliers, la liberté syndicale. Le génie créateur des masses a trouvé une forme nouvelle de la lutte : les grévistes ne quittent pas l'usine, comme autrefois. Ils l'occupent. Et sur ces bastions du capitalisme flottent pendant les journées de Juin les drapeaux rouges.

Ce mouvement immense s'est déroulé dans le plus grand ordre. Les ouvriers veillaient à la sauvegarde des instruments de production, propriété capitaliste aujourd'hui, propriété sociale demain. Ils organisaient le ravitaillement, les tours de garde, se relayaient jour et nuit, et trouvaient encore le moyen d'arranger dans les usines, des fêtes et des distractions,

Le jour même de la présentation du gouvernement Blum devant les Chambres (6 juin 1936) le mouvement de grève s'étend à Paris aux grands magasins, cependant que les grévistes du bâtiment occupent les chantiers de construction.

Dans la nuit du 6 au 7 juin, la Confédération Générale du Patronat est obligée de signer à l'Hôtel Matignon (Présidence du Conseil) les *accords Matignon* avec la C. G. T. Aux termes de ces accords, les ouvriers obtiennent : 1° L'établissement immédiat de contrats collectifs ; 2° la reconnaissance explicite de la liberté syndicale ; 3° le relèvement des salaires réels pratiqués à la date du 25 mai, suivant une échelle allant de 15 % pour les salaires les moins élevés à 7 % pour les salaires les plus élevés ; 4° l'engagement patronal de ne pas prendre des sanctions pour fait de grève. La délégation ouvrière s'est engagée à inviter les ouvriers à reprendre le travail *quand les directions des entreprises occupées auront accepté l'accord général et commencé les pourparlers en vue de son application,* repoussant sur la proposition des communistes, la demande des patrons d'ordonner l'évacuation immédiate des entreprises. En fait, l'évacuation cessait quand les contrats collectifs étaient signés.

En signant les accords Matignon, les trusts songeaient aux moyens de reprendre à la classe ouvrière les avantages qu'ils étaient contraints de lui consentir. Ils avaient essayé en vain d'empêcher le Front Unique. Ayant échoué, ils ont essayé d'empêcher le Front Populaire. Ayant échoué encore, ils ont essayé de provoquer sa dislocation. N'y étant pas arrivés avant les élections, ils espéraient pouvoir y arriver au lendemain des élections. Leur tactique était en particulier d'effrayer la petite bourgeoisie par des campagnes d'affolement. Le prétexte à ces campagnes eut été la présence des communistes au gouvernement.

Le Comité Central déjoua cette manœuvre en faisant connaître que dans l'intérêt de la cohésion et de l'accroissement du Front Populaire, il n'entendait pas, dans les conditions présentes, participer au gouvernement qu'il assurait, d'autre part, de son appui complet à la Chambre *pour l'application de la politique conforme au programme du Front Populaire.* Le dépit qui accueillit cette décision dans le camp de la bourgeoisie et de ses agents montra immédiatement à quel point le Comité Central avait raison.

L'oligarchie comptait ensuite utiliser le mouvement de grèves pour essayer de détourner du prolétariat les classes moyennes, en organisant des provocations pour faire traîner les grèves en longueur.

Le Parti veillait. Quatre jours après la conclusion des accords Matignon alors qu'un nombre important de patrons avaient accepté déjà les revendications ouvrières et que les pourparlers étaient presque partout engagés, Maurice Thorez lança, à l'assemblée des communistes parisiens, cet appel historique :

« Il est important de bien conduire un mouvement revendicatif, il faut savoir le terminer dès que satisfaction a été obtenue, dès que les revendications les plus importantes et les plus essentielles sont admises. »

Dès le 13 juin, la grève est terminée dans la métallurgie parisienne. Le 18 juin, il ne restait plus, dans la Seine, que 56.000 grévistes. Le 13 juin également, la Chambre vote la loi des 40 heures ; le 23 juin cette loi est promulguée en même temps que les congés payés et la loi relative aux conventions collectives.

Les réformes sociales pour lesquelles les travailleurs avaient lutté depuis tant d'années étaient réalisées.

Elles étaient réalisées grâce à l'*union en vue de l'action* dont le Parti été l'initiateur, l'organisateur et l'animateur. *Elles étaient réalisées aux frais du capital.*

La contre-offensive de l'oligarchie

Obligés de reculer et de signer les accords Matignon, les trusts et les Banques organisent la contre-offensive.

Pour dresser les classes moyennes contre la classe ouvrière, la grande presse capitaliste déclanche une vaste campagne destinée à faire croire que les lois sociales du Front Populaire, et avant tout, la semaine de 40 heures provoquaient la diminution de la production et ruinaient l'économie française.

C'était un mensonge éhonté. Chaque fois que les ouvriers avaient arraché, dans le passé, une réduction des heures de travail, la bourgeoisie avait produit cet « argument ». C'est ce qu'elle avait fait déjà en Angleterre, au XIXe siècle, lorsque fut introduite la loi fixant à 10 heures la journée de travail.

Marx avait réfuté ce mensonge en montrant que, loin d'avoir vu son industrie péricliter sous le régime de la loi des 10 heures, l'Angleterre a connu un essor industriel sans précédent.

Il est en effet possible à la fois de réduire la semaine de travail et d'augmenter la production, en améliorant la technique et en embauchant davantage d'ouvriers. C'est ce que prouve toute l'histoire de l'industrie. Mais, en 1936, les trusts français ne voulaient pas améliorier la technique et ils ne voulaient pas embaucher davantage d'ouvriers.

Ils ne voulaient pas investir des capitaux dans l'achat de nouvelles machines, car ils se servaient de leurs capitaux pour spéculer sur la baisse du franc, ce qui leur procurait d'immenses bénéfices. A la production ils préféraient la spéculation, conformément à la nature parasitaire du capitalisme à l'époque de son agonie, à l'épo-

que de l'impérialisme. De plus, les trusts espéraient qu'il leur serait possible de faire abolir rapidement la semaine de 40 heures et que, dès lors, il était inutile de faire de grandes dépenses d'installation, en diminuant les fonds qui leur servaient à spéculer sur la baisse du franc. Enfin, les trusts ne voulaient pas augmenter la production ; ils voulaient au contraire la diminuer, à la fois pour accélérer la hausse des prix et pour créer des difficultés au Front Populaire.

Les trusts sabotaient la production et rejetaient la responsabilité sur les lois du Front Populaire.

La politique du gouvernement Blum

Il existait pour le gouvernement issu du Front Populaire un moyen de briser la contre-offensive des oligarchies : la collaboration entre les gouvernements et les masses populaires. C'est ce que montrait, au nom du Parti Communiste, Jacques Duclos, le jour même de la présentation du gouvernement Blum devant la Chambre.

Le Front Populaire devant être le rassemblement des masses elles mêmes, le Parti Communiste préconisait dès le début : 1° L'organisation de Comités de Front Populaire, démocratiquement élus, auxquels participent, dans tout le pays et jusque dans les villages, non pas simplement les dirigeants des organisations, mais les travailleurs eux-mêmes ; 2° L'élargissement du Front Populaire, afin d'aboutir à un rassemblement effectif de l'immense majorité du peuple français.

Notre Parti soulignait en même temps la nécessité d'épurer l'appareil de l'Etat, les cadres des administrations, de l'armée et de la police, des agents de l'oligarchie et des ennemis du peuple qui ne pouvaient que saboter l'application d'une politique inspirée des intérêts des masses travailleuses.

Mais les chefs socialistes, les réformistes de la C. G. T. et les dirigeants du Parti radical craignaient avant tout l'action des masses. Au lieu de s'appuyer sur elles contre l'oligarchie, Blum cède à la pression de l'oligarchie et proclame, au milieu de la mise en scène classique des paniques financière la *dévaluation du franc* (septembre 1936), puis la « pause » (mars 1937), c'est-à-dire l'arrêt dans la réalisation du programme du Front Populaire, en particulier l'ajournement des grands travaux, l'atténuation de la loi des 40 heures et une dévaluation plus accentuée du franc.

Le Parti combattit ces mesures. Inlassablement, Jacques Duclos montre, au nom du Parti, les dangers de la politique de concession à l'oligarchie et mène dans tout le pays la campagne pour la réalisation de tout le programme économique et social du Front Populaire.

La lutte du P.C.F. pour la défense de l'Espagne Républicaine

Quelques semaines après la victoire du Front Populaire est déclenchée l'intervention de Hitler et de Mussolini contre l'Espagne républicaine.

Aujourd'hui le fait de l'intervention est officiellement reconnu aussi bien par le Général Franco que par Hitler et Mussolini. Mais l'intervention était claire dès le début.

Notre Parti a demandé immédiatement l'aide à *l'Espagne républicaine.*

Cette position découlait naturellement de la solidarité du prolétariat français pour le prolétariat espagnol en lutte pour la sauvegarde de sa liberté et de son indépendance nationale.

L'aide à l'Espagne républicaine était, en même temps, conforme aux intérêts de la France pour plusieurs raisons.

L'intervention de Hitler et de Mussolini en Espagne était un nouveau pas de plus vers la guerre impérialiste. En cas de victoire, les agresseurs ne pouvaient manquer d'aller plus loin dans la réalisation de leurs plans de conquête. En outre, leur victoire en Espagne devait leur assurer des positions stratégiques de première importance pour le contrôle des routes maritimes et la possibilité d'exercer une nouvelle menace contre la France du côté des Pyrénées.

Par l'aide à l'Espagne républicaine le Parti entendait, non une intervention armée de la France, mais l'exécution des contrats conclus précédemment par l'Espagne avec la France, en vue de la fourniture de matériel de guerre et la possibilité pour le gouvernement espagnol d'acheter librement ce matériel en France. Il ne s'agissait même pas d'une loi « d'aide et d'assistance » comme celle qui a été promulguée aux États-Unis et que l'impérialisme anglais trouve si « humaine » maintenant qu'il est aux prises lui-même avec l'impérialisme allemand. Mais quand il s'agissait de la République espagnole qui luttait non contre un impérialisme rival, comme le fait l'Angleterre à présent, mais pour son existence, qui menait non une guerre impérialiste et injuste, mais une guerre de défense juste, l'oligarchie anglaise exigeait, avec l'oligarchie française, le blocus de l'Espagne républicaine.

C'est ce blocus qui fut appelé « non-intervention ». Il signifiait l'étranglement de la République en Espagne.

Le blocus de l'Espagne républicaine était dans la ligne de la politique de concession pratiquée à l'égard de Hitler et de Mussolini.

Conformément au désir des oligarchies franco-anglaises, Blum s'est engagé à fond dans la politique dite de « non intervention ».

Contre cette politique, le Parti s'est jeté dans la bataille avec toute son énergie. Dès le début il la combat à la fois à la Chambre et devant le pays. Il mobilise les masses pour obliger le gouvernement de céder (grève d'une heure des métallurgistes parisiens) et en même temps il organise lui-même le soutien effectif de la République espagnole. Des milliers de communistes et de sympathisants iront combattre dans les rangs héroïques des *Brigades Internationales*, pendant qu'en France retentit sans cesse le mot d'ordre « Aide à l'Espagne républicaine ! Des canons ! des avions ! des munitions ! » La solidarité des travailleurs de France avec ceux d'Espagne trouve son symbole dans l'activité inlassable d'André Marty, organisateur et animateur des Brigades Internationales.

Le Congrès d'Arles

Le 25 décembre 1937 se réunit, à Arles, le 9e Congrès du Parti. Depuis Villeurbanne le Parti avait fait des progrès nouveaux et considérables Le nombre de ses adhérents était passé de moins de 100.000 à plus de 300.000. Avec la Fédération des Jeunesses Communistes et l'Union des Jeunes Filles de France, le Parti représentait un bloc de 450.000 communistes. *L'Humanité*, avec son tirage moyen de 430.000 exemplaires, était le plus grand de tous les journaux politiques et le troisième des grands quotidiens d'information, fait sans précédent dans les pays capitalistes. L'autorité du Parti avait grandi dans des proportions très considérables. Tous les regards étaient tournés vers Arles où siégeait le Congrès du Parti.

Le Parti a utilisé cette situation pour poser avec force devant le peuple de France les problèmes essentiels de l'heure, et particulièrement le problème de la *sauvegarde de la paix*.

Dans son rapport, Maurice Thorez montra d'abord les changements heureux que le Front Populaire avait introduits dans les conditions d'existence des travailleurs et dans la vie même du pays, déterminant, non seulement un progrès matériel, mais en même temps un essor culturel.

A la *classe ouvrière*, le Front Populaire avait apporté l'augmentation des salaires et les lois sociales ; aux fonctionnaires et aux anciens combattants, l'abrogation des décrets-lois de Doumergue et de Laval ; aux paysans, l'office du blé et une certaine revalorisation des produits de la terre ; aux petits commerçants, une amélioration de leur situation du fait même de l'augmentation du pouvoir d'achat de la classe ouvrière. Malgré les insuffisances et les progrès restant à faire, en particulier pour les paysans et les classes moyennes, le Front Populaire avait amélioré sensiblement

les conditions d'existence matérielles et morales de tous les travailleurs de France.

« C'est un fait, disait Maurice Thorez, que l'on se sent mieux, que l'on se sent plus à l'aise, chez nous, depuis la victoire du Front Populaire, à l'usine, dans la rue, à la ville et au village, deux mots expriment ce sentiment : on respire... Dans l'ensemble, il est permis d'affirmer que la vie est plus heureuse, plus belle, plus libre dans notre pays de France. »

Mais toute autre était la situation au point de vue de la politique étrangère. Par une analyse historique irréfutable, Maurice Thorez montrait que le gouvernement avait repris la politique étrangère des époques les plus réactionnaires et que cette politique conduirait la France à la guerre et à la défaite.

« La France, a dit Maurice Thorez, pour accomplir sa mission dans le monde doit pratiquer une *politique extérieure démocratique* qui traduise sur le plan de nos relations avec les autres peuples les changements survenus dans notre pays à la suite de la victoire du Front Populaire. »

A l'intérieur, le Front Populaire est l'union de toutes les forces attachées au maintien de la liberté ; à l'extérieur, la France du Front Populaire doit travailler à l'union de toutes les forces attachées au maintien de la paix. Seule une telle politique peut rallier les petites nations. La base même de cette politique doit être consituée par la collaboration *franche* et *loyale* avec l'Union Soviétique. Maurice Thorez montrait en même temps la nécessité vitale pour la France de ne pas tolérer l'abominable campagne de trahison que les agents de l'impérialisme allemand et italien développent à l'intérieur et à l'extérieur contre le Front Populaire. Au lieu de laisser salir, par la propagande fasciste, la France du Front Populaire, il est nécessaire de faire connaître ses réalisations partout et, en premier lieu, chez les peuples que la dictature terroriste des oligarchies réduit à la misère et à l'esclavage. Au lieu de détourner de la France la sympathie des peuples, en soutenant leurs bourreaux, la sécurité même de la France exige de rassembler cette sympathie autour d'elle, en montrant qu'elle demeure fidèle à sa mission. Et Maurice Thorez formulait, en terminant son rapport, ce mot d'ordre : « Vive la France libre, forte et heureuse, fidèle à sa mission de progrès, de liberté et de paix ».

C'est ainsi que les communistes montraient, *deux ans avant la catastrophe*, le danger imminent et le moyen de le conjurer. Etant donné l'aggravation de la situation, le Parti fit connaître, par la voix de Maurice Thorez, qu'il était prêt à entrer dans un gou-

vernement formé à l'image du Front Populaire et décidé à appliquer son programme.

Le Congrès d'Arles prit des décisions importantes pour hâter la réalisation du programme du Front Populaire, en particulier pour les paysans et les classes moyennes. Il décida, après l'audition du rapport de Jacques Duclos sur l'unité ouvrière, de faire un nouvel effort pour réaliser l'unité politique de la classe ouvrière, le Parti Unique du prolétariat, auquel les chefs socialistes ne cessaient de s'opposer avec le plus grand acharnement.

La lutte du Parti pour écarter de la France la deuxième guerre impérialiste

Cependant les oligarchies franco-anglaises continuaient, à l'aide de leurs agents, la politique criminelle dont le Parti venait de dénoncer les dangers immenses.

Le 14 janvier, Chautemps donne sa démission et cet acte est le début d'une manœuvre des plus cyniques. Le 19 janvier, il forme un nouveau gouvernement pour démissionner le 10 mars, à la veille d'une nouvelle aggravation de la situation internationale. Le lendemain 11 mars, les troupes de Hitler envahissent l'Autriche. En réalité, il s'agissait de laisser faire Hitler, et c'est parce que celui-ci le savait qu'il a fait entrer ses troupes en Autriche.

De nouveau, seule la voix du Parti Communiste s'élève pour montrer la vraie signification de ce nouveau coup de force et pour exiger enfin une politique de paix.

Dans son discours prononcé à la Mutualité, le 19 mars 1938, Maurice Thorez montre l'aggravation des menaces de guerre. Il montre que l'annexion de l'Autriche n'a rien à voir avec la réparation des injustices de Versailles, mais constitue un nouveau pas vers la réalisation des plans de conquête de l'impérialisme allemand en Europe, qui visent directement la France.

Il formule l'avertissement que Hitler ne manquerait pas de s'attaquer, après l'Autriche, à la Tchécoslovaquie s'il n'en est pas empêché à temps.

« Il est possible, a dit Maurice Thorez, d'empêcher que la guerre gagne encore en Europe et dans le monde.

« C'est à la France qu'il appartient de prendre l'initiative d'un rassemblement des peuples libres, désireux de paix. » (Maurice Thorez, discours du 19 mars 1938.)

Mais le gouvernement Blum, formé le 13 mars, donne sa démisson le 8 avril sans y être obligé. Il cède la place à Daladier

qui forme son gouvernement en prenant comme ministre des affaires étrangères Bonnet, l'homme de toutes les trahisons.

La hausse des prix, qui avait repris depuis juillet 1935, avait été considérablement accélérée par les dévaluations successives. Les salaires n'avaient pas suivi les prix. Dans ces conditions, les travailleurs reperdaient une partie des avantages qu'ils avaient conquis. En outre, depuis l'époque de la pause (mars 1937), la Confédération Générale du Patronat Français, qui groupait tous les trusts, avait donné le mot d'ordre de saboter l'application des conventions collectives. Ce sabotage prenait des proportions de plus en plus grandes. Les renvois de délégués d'entreprises, les persécutions contre les ouvriers communistes ou simplement syndiqués à la C.G.T. avait recommencé. Le grand patronat cherchait à restaurer, dans les entreprises, le régime d'avant 1936.

Les ouvriers réclamaient le rajustement des salaires au coût de la vie avec l'échelle mobile des salaires et des traitements ; le respect des conventions collectives et des accords Matignon. La faiblesse dont les gouvernements faisaient preuve à l'égard du grand patronat a acculé les ouvriers dans de nombreux cas à la grève.

Daladier, qui avait eu des projets « dictatoriaux » à la veille du 6 février, n'intervint pas pour amener les patrons à respecter les accords qu'ils avaient signés ; il n'obligea pas les trusts à donner satisfaction aux revendications ouvrières dont nul ne pouvait contester la légitimité. Il pratiqua la bienveillance à l'égard des organisations terroristes entretenues par les trusts français et les services d'espionnage nazi, les *cagoulards,* dont les chefs principaux seront libérés. Par contre, poussé par les hommes et la presse de l'oligarchie qui l'avaient traîné dans la boue au lendemain du 6 février et maintenant le flattaient, Daladier attaque la classe ouvrière. Il prononce, le 22 août un discours radio-diffusé, dirigé entièrement contre la classe ouvrière et annonçant, sous prétexte qu'il faut « remettre la France au travail », non l'embauchage des chômeurs, mais la suppression de la semaine de 40 heures.

Daladier soutenait la politique des trusts qui tendait à augmenter le profit capitaliste en reprenant les avantages que les travailleurs avaient conquis.

Cette politique tendait par là même à disloquer le Front Populaire et à diviser les Français.

Le Front Populaire avait *renforcé* la France au point de vue intérieur et aussi au point de vue extérieur. Il avait réveillé les meilleures énergies françaises et provoqué en particulier un renou-

venu du sentiment national. Une telle évolution gênait considérablement les plans de conquêtes de l'impérialisme allemand.

C'est pourquoi tous les agents de Hitler en France, Doriot, Déat, etc., soutenaient bruyamment la politique de Daladier.

Munich et ses suites

L'offensive fut déclenchée par Daladier contre la classe ouvrière, à l'intérieur, à la veille de la nouvelle étape de l'offensive de Hitler à l'extérieur.

Cette nouvelle étape fut celle qu'avait prévue Maurice Thorez au lendemain de l'annexion de l'Autriche. Elle visait, en effet, la Tchécoslovaquie.

L'agitation déclenchée par Hitler dans les Sudètes battait son plein. Le Parti montrait, dès cette époque, que les gouvernements de Paris et de Londres préparaient le sacrifice de la Tchécoslovaquie.

Le 15 septembre, Chamberlain se rend auprès de Hitler pour négocier le dépeçage de la République tchécoslovaque. Le 29 septembre a lieu la Conférence de Munich, où Daladier et Chamberlain acceptent l'annexion par l'Allemagne des territoires tchécoslovaques ayant le plus d'importance stratégique et comprenant, en particulier, la ligne Maginot tchèque, construite avec l'argent français.

La trahison de Munich a été entourée d'une savante mise en scène. Daladier ordonnait une mobilisation partielle. Mais, en même temps, une vaste campagne était développée pour prêcher l'indifférence à l'égard de la Tchécoslovaquie, pour intimider l'opinion devant Hitler, pour exploiter la volonté de Paix. Cette campagne était menée plus particulièrement par les traîtres qui trônent aujourd'hui à Vichy et à Paris, comme Maurras et *l'Action Française,* par la réaction fasciste alliée aux agents de Hitler, comme Doriot et Déat. Mais *L'Œuvre* radicale et *Le Populaire* socialiste y participaient également. Flandin alla jusqu'à envoyer un télégramme de félicitations à Hitler.

Retour de Munich, Dadadier prétendait avoir sauvé, non seulement la paix, mais encore la Tchécoslovaquie. Blum, dans *Le Populaire,* l'aide à répandre ce mensonge (1).

Le Parti montre que Munich est un désastre pour la France, qu'il est le premier pas vers l'annexion de la Tchécoslovaquie, et que la paix, loin d'être sauvée, est plus menacée que jamais. Il mène au Parlement et dans le pays une vaste campagne contre Munich.

(1) Voir le quatrième cours.

Le 7 octobre 1938, au Vélodrome d'Hiver archi-comble, Maurice Thorez montre que Munich est la conséquence de toute la politique poursuivie par l'impérialisme français depuis Versailles, et le résultat direct de la politique de concessions pratiquées à l'égard de l'agresseur :

« Et notre première conclusion, à nous communistes, a dit Maurice Thorez, est bien simple.

« A la porte, Daladier-Bonnet !

« A la porte, les organisateurs de la défaite de la France ! »

C'est dès le 7 octobre 1938 que le Parti communiste stigmatisait Daladier et ceux qui le soutenaient alors, pour devenir ensuite les traîtres de Paris et de Vichy, comme les organisateurs de la défaite de la France.

L'U. R. S. S. avait été exclue des négociations de Munich et il est prouvé aujourd'hui, d'une manière irréfutable, que Chamberlain et Daladier ont livré la Tchécoslovaquie à Hitler, non seulement pour consolider sa situation et, par là, la réaction dans les pays capitalistes, mais pour le renforcer en vue de l'agression anti-soviétique. C'était la réalisation du fameux « pacte à quatre ».

Sans cesse l'impérialisme franco-anglais avait poursuivi l'idée de lancer l'Allemagne contre l'U. R. S. S. Munich était l'aboutissement de cette longue série de manœuvres dont le pacte de Locarno, le projet de « pacte à quatre », les accords de Rome, le blocus de l'Espagne républicaine avaient été les diverses étapes. Munich était l'aboutissement de cette longue série de manœuvres.

Le 1er novembre 1938, Paul Reynaud devient ministre des Finances à la place de Marchandeau. Treize jours après, une nouvelle dévaluation est décrétée, et le gouvernement publie une série de décrets-lois comportant de nouvelles augmentations d'impôts pour les masses laborieures. L'insolence du grand patronat augmentait dans les entreprises.

La classe ouvrière répondit aux attaques déclenchées contre elle par la *grève générale du 30 novembre 1938*, que Jouhaux et Belin s'efforcèrent de saboter en en retardant la date pour faciliter les préparatifs de répression du gouvernement. Aux applaudissements de la réaction et des agents des impérialismes étrangers, Daladier réquisitionna les cheminots, les travailleurs des services publics et mobilisa la troupe. Ayant rompu avec la politique du Front Populaire, il développait les conséquences de Munich sur le plan intérieur. Cependant les conséquences de Munich se précipitaient aussi au dehors. Le 6 décembre Daladier reçut le ministre

des Affaires Etrangères du Reich, von Ribbentrop, et signa avec lui une « déclaration d'amitié et de bon voisinage ».

Le 28 février 1939, le gouvernement français et le gouvernement anglais reconnaissent Franco, c'est-à dire ratifient officiellement la vassalisation par l'impérialisme allemand et italien de cette Espagne héroïque qu'ils ont étranglée par le blocus. Le 5 mars éclate à Madrid le complot contre-révolutionnaire des traîtres Casado-Miaja et du socialiste Besteiro, fomenté par Chamberlain, Daladier et Bonnet pour la reddition de la ville invaincue. Le 7 avril, Mussolini envahit l'Albanie. Enhardi, il réclame sur un ton de plus en plus provoquant Djibouti, la Corse, Nice, la Savoie, la Tunisie, etc. Les agents de l'impérialisme allemands, dirigés par Otto Abetz, qui travaille en France sous la protection de Bonnet lui-même, organisent une vaste campagne pour le soutien des « revendications italiennes » et contre toute résistance. Depuis des mois leurs laquais « trotskystes » essayent de propager le mot d'ordre ignoble « plutôt l'esclavage que la mort ». Les dirigeants du Parti socialiste laissent cette propagande se développer dans leur Parti et lui ouvrent les colonnes du *Populaire*. Déat lançait la formule « Mourir pour Dantzig ? Non ! »

Dans *l'Humanité*, à la Chambre, dans d'innombrables meetings, le Parti montre l'imminence du danger. Il mobilise les masses pour la mise en œuvre du seul moyen qui puisse encore conjurer la guerre : la constitution d'un front de la Paix, le resserrement des liens avec l'Union Soviétique.

Dans son rapport à la session du Comité Central qui s'est tenu le 19 mai 1939, Maurice Thorez a montré quelle était la raison véritable de cette politique qui a amené finalement la France au seuil même de la guerre.

« Pour imposer ces sacrifices « à sens unique » à la classe ouvrière, aux masses laborieuses, les classes dominantes des pays capitalistes s'orientent vers les méthodes de contrainte et de violence. Elles tentent de restreindre les droits des travailleurs et d'une façon générale les libertés démocratiques qui pourraient permettre la résistance légale des exploités aux exigences féroces du capital. Elles envisagent la liquidation ou tout au moins la « limitation » de la démocratie. Voilà pourquoi les gros capitalistes ont combattu et combattent avec acharnement le Front Populaire, la classe ouvrière qui en est l'âme, le Parti Communiste qui en fut l'initiateur et en reste l'animateur.

« Voilà pourquoi les gros capitalistes éprouvent plus que de la sympathie pour les dictateurs fascistes qui leur apparaissent à juste

raison comme les champions du capital exploiteur contre les travailleurs.

« Voilà pourquoi les classes dirigeantes de France et d'Angleterre ont aidé les dictateurs fascistes à renforcer leurs positions...

« Les réactionnaires de France et d'Angleterre ont livré l'Abyssinie, la Tchéco-Slovaquie, l'Espagne et l'Albanie au fascisme international. Ils abandonnent la Chine au Japon militariste. Ils voulaient « laisser à Hitler les mains libres à l'Est », c'est-à-dire qu'ils l'engageaient plus ou moins discrètement à une aventure anti-soviétique.

« Ces calculs perfides ont conduit à l'aggravation inouïe de la situation, au déclenchement de la deuxième guerre impérialiste. »

En parlant du resserrement nécessaire des relations avec l'U. R. S. S. afin de sauver la paix, Maurice Thorez dénonçait la politique extérieure des gouvernements de Londres et de Paris qui, malgré l'aggravation extrême de la situation internationale, continuaient leur politique perfide de double jeu :

« A Munich, les « Quatre » ont essayé d'isoler l'Union Soviétique. Les munichois du « Jour », du « Petit Journal », du « Matin », ont exigé jusqu'au jour de l'occupation de Prague la rupture du pacte franco-soviétique.

« Cependant, les gouvernements de Londres et de Paris ont dû se tourner vers l'Union Soviétique. Ils auraient voulu toutefois obtenir de l'Etat prolétarien des assurances et des garanties sans s'engager eux-mêmes à la réciprocité. Or, l'Union Soviétique entend très naturellement être placée sur le plan de l'égalité absolue avec ses associés éventuels; elle a le droit d'exiger des assurances réciproques. M. Chamberlain repoussant les propositions d'égalité et de réciprocité faites par l'Union Soviétique, on peut penser qu'il n'a pas encore renoncé à l'espoir d'une guerre anti-soviétique. Au surplus, l'U.R.S.S. a le devoir de tirer la leçon des capitulations antérieures et de prémunir les peuples contre un deuxième Munich.

« Quel ami de la paix, quel démocrate sincère pourrait ne pas approuver entièrement la position de l'Union Soviétique ? Plus d'un Français pense d'ailleurs qu'en définitive ce n'est pas l'Union Soviétique qui a besoin de nous, mais bien nous qui avons besoin de l'Union Soviétique. Ce serait une raison suffisante pour en finir avec les campagnes de dénigrement et de calomnies contre l'Union Soviétique, pour en finir avec les campagnes de trahison des intérêts de la France. »

Cependant l'Europe arrive à la veille de la deuxième guerre impérialiste. Dans toute la période qui s'étend de juin 1936 à

juillet 1939, le Parti communiste avait lutté sans cesse pour le pain, la liberté et la paix. C'est pourquoi il travaillait inlassablement à maintenir, à consolider et à élargir l'union réalisée dans le Front Populaire.

L'oligarchie, qui n'avait pu empêcher sa réalisation, a voulu la dislocation du Front Populaire parce qu'elle sait parfaitement que l'union de la nation autour de la classe ouvrière signifie pour elle, minorité infime de parasites, la mort. Les dirigeants radicaux et les chefs socialistes soutenaient cette politique de division de l'oligarchie, trahissaient leurs engagements solennels vis-à-vis du peuple et travaillaient à la dislocation du Front Populaire.

Seul le Parti Communiste est demeuré fidèle à la cause du peuple, parce que lui seul est issu du peuple; lui seul a combattu sans hésitation et jusqu'au bout la politique de l'oligarchie et de ses soutiens qui devait précipiter la France dans la guerre.

Cependant, le travail accompli par le Parti Communiste en vue du rassemblement des masses populaires a laissé des traces ineffaçables dans le pays, malgré tous les efforts des capitalistes et des politiciens diviseurs. Ces traîtres à la cause du peuple et à leur pays sont à présent définitivement démasqués. Mais c'est parce qu'il a accompli hier tant d'efforts pour réaliser et maintenir l'unité que le Parti Communiste peut organiser aujourd'hui effectivement l'Union de la Nation Française.

CHAPITRE VIII

La lutte du Parti Communiste Français contre la deuxième guerre impérialiste

Les négociations de Moscou. Le double jeu de l'impérialisme franco-anglais

Le 5 août 1939, une mission militaire franco-anglaise partait pour Moscou afin d'engager avec les représentants de l'Armée Rouge des conversations d'Etat-Major.

En apparence, Chamberlain et Daladier prenaient, à la dernière heure, la mesure exigée par l'immense majorité de l'opinion.

En fait ils continuaient leur ancienne politique du double jeu par de nouveaux moyens.

Les impérialistes de France et d'Angleterre ne voulaient pas d'une alliance sincère et loyale avec l'U.R.S.S. en vue du maintien

de la paix. Ils voulaient se servir de l'U.R.S.S. pour lui faire supporter tout le poids du choc avec l'Allemagne hitlérienne. Ils refusaient de satisfaire aux demandes de l'U.R.S.S, concernant des garanties stratégiques en vue de sa sauvegarde. Ils voulaient, d'une manière unilatérale et sans contre-partie, transformer l'Armée Rouge, armée de la révolution prolétarienne, en armée de choc des oligarchies franco-anglaises. En même temps qu'ils négociaient avec l'U.R.S.S., ils continuaient à négocier secrètement avec Hitler, pensant en outre que la guerre une fois engagée entre l'Allemagne et l'U.R.S.S., il leur serait possible d'aider en sous main Hitler.

C'est là la politique du double jeu typiquement impérialiste : manœuvrer pour lancer l'Allemagne hitlérienne contre l'U.R.S.S. et l'U.R.S.S. contre l'Allemagne hitlérienne ; régler le problème impérialiste du nouveau partage du monde sur le dos de l'Etat socialiste des ouvriers et des paysans qui lutte de toutes ses forces pour le maintien de la paix et pour la défense de la révolution, mais non afin de tirer les marrons du feu pour tel ou tel groupe impérialiste.

Pas un instant, durant les négociations de Moscou, les campagnes haineuses n'ont cessé contre Staline, contre l'U.R.S.S., contre l'Armée Rouge, dans la presse des soutiens de Daladier.

C'est ainsi qu'à propos de demandes formulées par l'U.R.S.S. concernant sa sécurité, une formidable campagne anti-soviétique fut engagée, à laquelle participèrent le Populaire et l'Œuvre, c'est-à-dire les amis les plus directs de Daladier.

Notre Parti multipliait dans l'Humanité, et par l'organe de ses représentants les plus autorisés. les appels pour que soit abandonnée cette politique de double jeu.

Mais les hommes des banques françaises et de la Cité de Londres continuaient à espérer qu'il leur serait possible de tromper Staline, le meilleur disciple et le continuateur de Lénine.

Dans l'histoire du Parti Communiste bolchévik de l'U.R.S.S., éditée en 1938, on peut lire :

« Le caractère unilatéral de la guerre mondiale en marche s'explique par l'absence d'un Front Unique des Etats « démocratiques » contre les puissances fascistes. Certes, les Etats dits « démocratiques » n'approuvent pas les « extrémités » auxquelles se portent les états fascistes et ils craignent le renforcement de ces derniers. Mais ils redoutent encore plus le mouvement ouvrier en Europe et le mouvement de libération nationale en Asie, et ils estiment que le fascisme est un « bon antidote » contre tous ces mouvements « dangereux ». Voilà pourquoi les cercles dirigeants des Etats « démocratiques » et, notamment les milieux anglais conservateurs,

s'en tiennent à une politique qui veut persuader les manitous fascistes déchaînés de « ne pas pousser les choses à l'extrême », en même temps ils leur donnent à entendre qu'ils « ont une compréhension parfaite » et, au fond, de la sympathie pour leur politique de réaction et de basse police contre le mouvement ouvrier et le mouvement de libération anti-nationale.

« En l'occurence, les milieux dirigeants de l'Angleterre suivent à peu près la politique qu'observaient sous le tsarisme les bourgeois libéraux monarchistes de Russie qui tout en redoutant les « extrémités » de la politique tsariste, craignaient encore davantage le peuple et avaient adopté en conséquence une politique de persuasion envers le tsar, c'est-à-dire une politique de collusion avec le tsar contre le peuple.

On sait que la bourgeoisie libérale monarchiste de Russie paya cher cette double politique. Il y a tout lieu de croire que les milieux dirigeants d'Angleterre et leurs amis de France et des Etats-Unis paieront aussi leur rançon à l'histoire. » (p. 315)

Staline et les bolchéviks voyaient parfaitement clair dans le jeu de l'impérialisme franco-anglais.

L'attitude des cercles dirigeants franco-anglais témoignait en outre d'une extraordinaire légèreté dans l'estimation de la puissance militaire et économique de l'U. R. S. S.

Le pacte soviéto-allemand

Par contre Hitler a reculé devant cette puissance. Le 23 août 1939 était conclu, à Moscou, le pacte de non-agression soviéto-allemand.

La manœuvre anti-soviétique de l'impérialisme franco-anglais avait échoué. Hitler, abandonnant le pacte « anti-Komintern », changeait sa politique étrangère. La politique étrangère stalinienne remportait une victoire d'une importance historique incalculable. Les antagonismes impérialistes au sujet du nouveau partage des colonies, pour l'hégémonie en Europe occidentale et dans le monde, devaient être réglés entre les puissances impérialistes elles-mêmes. L'U.R.S.S. gagnait de nouveaux mois de paix pour la construction du socialisme, pour l'accomplissement de sa puissance au service de la révolution prolétarienne. L'impérialisme franco-anglais voulait transporter à l'Est le foyer de la guerre. Le pacte soviéto-allemand rendait la réalisation de ce projet impossible en assurant la paix dans cette région de l'Europe. En outre le pacte permettait la réunion d'une Conférence Internationale en vue du règlement des problèmes litigieux en suspens. Jusque là, en effet, pour écarter l'U.R.S.S. des

conférences internationales, les gouvernements de Paris et de Londres avait invoqué l'opposition de Hitler.

Le 25 août, le groupe parlementaire communiste, réuni à la Chambre sous la présidence de Maurice Thorez, exprimait son plein accord avec le pacte soviéto-allemand.

L'Union sacrée de 1939

Les oligarchies, leurs agents au gouvernement, au parlement et dans la presse avaient accueilli le pacte soviéto-allemand par une explosion de fureur et d'imprécations. Fidèles à leur rôle de soutien des oligarchies, Blum, Paul Faure et le *Populaire* prennent la tête de cette campagne qui n'était pas autre chose que le début de la préparation « morale » à la guerre.

Dans l'impossibilité de lancer l'Allemagne hitlérienne contre l'U. R. S. S. et l'U. R. S. S. contre l'Allemagne hitlérienne, les oligarchies franco-anglaises changeaient de politique. A la politique des concessions unilatérales pratiquée jusqu'alors, elles faisaient succéder la politique de l'intransigeance.

L'impérialisme anglo-français n'avait pas incité à l'intransigeance l'Autriche et la Tchécoslovaquie en 1938. Bien au contraire, il avait exigé de ces pays la soumission. Cette fois-ci, il incitait à l'intransigeance la Pologne des capitalistes et des propriétaires fonciers. Il n'avait pas considéré comme motif de guerre la remilitarisation de la Rhénanie en 1935, l'intervention en Espagne en 1936, l'annexion de l'Autriche en 1937 et l'annexion de la Tchécoslovaquie en 1938. Il n'avait pas exigé que Hitler fît évacuer par ses troupes la Rhénanie, l'Espagne, l'Autriche et la Tchécoslovaquie. Pourquoi ? Parce qu'il subsistait alors l'espoir de lancer Hitler contre l'U.R.S.S. En 1939, lorsque cet espoir était perdu par suite du pacte soviéto-allemand, l'impérialisme franco-anglais poussait la Pologne à l'intransigeance, proclamait que l'invasion de la Pologne était « motif de guerre » et exigeait le retrait de Pologne des troupes hitlériennes. Enfin, le 3 septembre, Daladier et Chamberlain, les « sauveurs de la Paix » qui avait accusé avec tant de cynisme les communistes de vouloir la guerre, faisaient connaître à Berlin qu'ils se considéraient en état de guerre avec l'Allemagne. *L'Europe entrait dans la deuxième guerre impérialiste.*

La lutte du Parti Communiste Français contre la deuxième guerre impérialiste et pour la Paix

Fidèle aux enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline, le Parti Communiste avait lutté jusqu'au dernier moment pour le maintien de la paix.

Le 25 août 1939, alors que la mobilisation était décrétée, Florimond Bonte et Gabriel Péri montraient à la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre la nécessité de profiter des nouvelles relations établies entre l'Allemagne et l'U. R. S. S. pour convoquer une Conférence Internationale ayant pour but de sauvegarder la paix. Ils furent exclus de la Commission. Leur exclusion fut votée par les voix réunies des socialistes, des radicaux, des amis de Déat et de Flandin, l'auteur du télégramme de félicitation à Hitler au moment de Munich. Le même jour *l'Humanité* fut interdite.

La guerre une fois déclarée, le Parti Communiste a engagé contre elle, à l'exemple des bolchéviks en 1914, une lutte implacable.

Par contre les chefs socialistes de droite et de « gauche », les chefs réformistes, Blum, Paul Faure et Zyromsky, Jouhaux et Belin ont fait « l'Union sacrée » avec la bourgeoisie en vue de la guerre impérialiste pour la deuxième fois. Mais l'union sacrée de 1940 n'était pas l'union sacrée de 1914. Les chefs socialistes et réformistes n'avaient pas entraîné dans l'union sacrée le prolétariat. Malgré toutes les pressions, menaces et chantages, le Parti révolutionnaire du prolétariat français, notre Parti Communiste, se dressait fièrement contre la guerre.

Le Parti dénonçait aux travailleurs français le caractère impérialiste de la guerre. Il leur montrait que l'enjeu de cette guerre n'était pas, comme le prétendaient mensongèrement Daladier et Chamberlain, la « liberté », la « démocratie ». Il montrait que l'enjeu de cette guerre, c'étaient les colonies, l'hégémonie en Europe, le contrôle des voies maritimes; que cette guerre était de part et d'autre une guerre impérialiste, c'est-à-dire une guerre pour les trusts, les banques et leurs super-bénéfices.

Le 18 septembre 1939, après l'effondrement de la Pologne, l'Armée Rouge libère l'Ukraine occidentale et la Biélorussie opprimées. Le Comité Central salue ces nouvelles victoires de la Révolution d'Octobre; souligne à nouveau le caractère impérialiste de la guerre qui avait été déclarée sans la consultation du Parlement, et exige que le gouvernement donne au Parlement la possibilité de se prononcer. Le Comité Central déclarait, en même temps, que le

devoir était de mettre fin à l'entreprise criminelle de la guerre impérialiste.

Dès lors, la répression exigée, avec Blum en tête, par tous les agents de l'oligarchie se déchaîne contre le Parti. Le Parti est dissous le 27 septembre ; les municipalités sont destituées. La prétendue guerre de défense de la démocratie commence par la dissolution du Parti qui s'était révélé comme le défenseur le meilleur et le plus conséquent de la démocratie.

Conformément à la tactique léniniste, le Parti utilisa jusqu'au bout toutes les possibilités légales existantes, tout en organisant son passage dans l'illégalité.

Après la dissolution du Parti, se constitue à la Chambre le Groupe ouvrier et paysan qui demande, le 1er octobre, à Herriot de convoquer la Chambre avec, comme ordre du jour, le problème de la paix.

La répression anti-communiste ne connait pas de borne. Ceux des députés communistes non mobilisés, sur qui la police peut mettre la main, sont arrêtés. En même temps, Jouhaux et son équipe organisent la destruction de la C.G.T. Ils excluent les communistes de la direction confédérale et donnent l'ordre de faire la même opération du haut en bas de l'échelle syndicale. Ils vont jusqu'à collaborer à l'arrestation de Racamond et des autres militants communistes, aident la police dans ses poursuites contre Frachon qu'elle n'avait pas réussi à arrêter.

Le gouvernement veut étouffer à tout prix la voix des communistes. Il lui faut cacher la vérité parce qu'il prépare de monstrueuses manœuvres.

Même maintenant, l'impérialisme franco-anglais n'avait nullement renoncé à ses projets d'agression anti-soviétiques. Weygand était envoyé avec une armée de 500.000 hommes dans le Proche-Orient, en vue de l'exécution de ces projets. Alors que la guerre était déclarée à l'Est, le meilleur de l'armée française, en particulier des centaines d'avions du dernier modèle, étaient massés dans le Midi, à la disposition de l'armée de Weygand. En même temps, l'impérialisme franco-anglais entendait utiliser la Finlande comme prétexte à une intervention. Telle était la guerre de « défense de la démocratie » pour les capitalistes de Paris et de Londres.

Pour enlever aux communistes les dernières possibilités d'expression légale, Daladier ordonne à la Chambre et au Sénat de proclamer la déchéance des députés communistes. La loi, rapportée par le socialiste Barthélemy est votée. Mais ressuscitant la fière tradition des députés bolchéviks au Parlement tsariste, Etienne

Fajon utilise une dernière fois la tribune pour stigmatiser la guerre impérialiste, dénoncer les fauteurs de guerre et pour proclamer la fidélité du Parti communiste à l'Internationalisme prolétarien et au pays de la Révolution d'Octobre. Au Sénat, Marcel Cachin proclame son attachement indéfectible au Parti communiste et à l'Union Soviétique.

La bourgeoisie exige que le Parti rompe avec l'Internationale Communiste, qu'il se désolidarise de l'Union Soviétique. Le Parti proclame plus que jamais sa fidélité à l'Internationale de Lénine et de Staline et au pays du socialisme.

Le personnel politique de la bourgeoisie étale alors toute sa servilité, toute sa bassesse, toute sa corruption. Parmi les bellicistes les plus excités, on retrouve tous les « pacifistes » d'hier et tous les « collaborationnistes » d'aujourd'hui. Les chefs socialistes et réformistes se comportent comme les laquais les plus plats. Mais les militants de notre Parti multiplient les exemples de courage et d'abnégation. C'est ainsi que, mandaté par le Comité Central, Florimond Bonte, qui est recherché par la police, se rend à la Chambre des députés pour assister à la séance. Daladier et Herriot le font expulser et arrêter par la police, en violation flagrante de l'immunité parlementaire. Face à la meute hurlante de la Chambre, les députés Raymond Guyot, Grenier, Michels et Mercier refusent de s'associer aux manifestations chauvines de Daladier et sont odieusement frappés.

Sur l'ordre du Comité Central, Maurice Thorez, mobilisé depuis le 2 septembre, quitte l'armée de la bourgeoisie et rejoint son poste de combat, aux côtés de Jacques Duclos, à la tête du Parti du prolétariat.

Le peuple de France peut voir ainsi dans les faits ce qu'est le Parti d'un type nouveau, le Parti Léniniste.

Le Parti communiste dissous, persécuté, traqué, fait néanmoins entendre sa voix et continue à demeurer une force politique de premier plan.

L'Humanité réapparait illégalement de même que *L'Avant-Garde* et *La Vie Ouvrière*, de même que des dizaines de milliers de tracts et de papillons. Une lettre ouverte d'André Marty à Léon Blum situe les responsabilités des chefs socialistes et appelle les travailleurs à la lutte contre la guerre. Plus tard réapparaîtront les journaux régionaux, *Les Cahiers du Bolchévisme*, *La Vie du Parti*. Le Parti communiste se révèle indestructible.

Une véritable rage s'empare de Daladier. Les décrets de persécution succèdent les uns aux autres.

Maurice Thorez et André Marty sont déchus de la nationalité française. Les militants qui avaient échappé à la police, comme Maurice Thorez, Jacques Duclos, Arthur Ramette, Gaston Monmousseau, Charles Tillon, Dutilleul, Gabriel Péri et d'autres sont poursuivis pour « haute trahison », de façon à pouvoir être condamnés à mort.

Le gouvernement, tremblant devant les répercussions du procès intenté aux députés communistes, décide que ce procès aurait lieu à huis clos. Malgré cela, nos députés tiennent en échec les juges militaires et, fidèles à la tradition bolchévik, transforment le procès intenté au communisme en un procès de la guerre impérialiste et de ses responsables, en procès des oligarchies capitalistes et de ses agents, fauteurs de guerre. Ils mettent en accusation Daladier et Bonnet.

Le gouvernement ressuscite la loi des suspects, mais sous une forme sans précédent. Ce n'est plus seulement l'acte, la parole, l'écrit dirigés explicitement contre la guerre et le gouvernement de la guerre qui sont poursuivis, mais aussi les « propos subjectifs ». Et des dizaines de milliers de travailleurs sont jetés dans les prisons et dans les camps de concentration. Mais cela ne suffit pas, le socialiste Sérol, ministre de l'Intérieur, édicte la peine de mort pour la propagande communiste. Blum, le véritable inspirateur de ce décret, avait déclaré, en juin 1936, qu'il ne voulait pas être Kerensky.

Maintenant il voulait surpasser Noske. Mais plus le Parti communiste était persécuté et plus il se révélait indestructible. Car lié par toutes ses fibres aux masses, élevé dans l'esprit du marxisme-léninisme par ses dirigeants qui avaient affronté l'ennemi de classe dans des batailles incessantes, pendant plus de vingt ans, le Parti communiste était devenu aussi indestructible que le peuple travailleur lui-même, aussi impérissable que la cause éternelle du communisme.

Certes, la bourgeoisie a combiné l'attaque de l'extérieur avec les tentatives de décomposition de l'intérieur, en essayant d'utiliser les rares agents qu'elle avait réussi à maintenir dans les rangs du Parti. C'est ainsi qu'elle fut obligée de démasquer les policiers Gitton, Vassart, Soupé, etc. Elle essaya également d'utiliser les quelques éléments corrompus, d'intimider et d'attacher à son service une poignée de faibles, peu liés au Parti ou venus récemment. Mais les traîtres et les lâches ne parvinrent nullement à ébranler les rangs du Parti. Vomis par la classe ouvrière, couverts de mépris par l'ensemble de l'opinion, ils passèrent aussitôt au service de

Doriot ou disparurent de la scène politique. Les longues luttes menées par le Parti pour l'épuration de ses rangs, la façon radicale dont avait été extirpée toute tentative des provocateurs trotskystes de s'infiltrer dans le Parti, portait ses fruits : le Parti soutint le choc fermement, dans la plénitude de sa cohésion et de son unité autour de sa direction.

Pendant les années de lutte pour le Front Populaire, Maurice Thorez montrait inlassablement que c'est juin 48 qui avait conduit au coup d'Etat du 2 décembre et de là à Sedan. Il montrait que les coups portés contre la classe ouvrière sont des coups contre la République.

La guerre engagée par Daladier contre le Parti communiste n'était pas autre chose qu'une guerre contre la classe ouvrière. Cette politique conduit à la défaite et toutes les armes forgées contre les communistes avec le concours des républicains bourgeois devaient se retourner contre la République bourgeoise elle-même. La procédure de la déchéance inaugurée contre les communistes, la Chambre et le Sénat durent se l'appliquer à eux-mêmes à Vichy, sous la pression de Laval et de sa bande de généraux félons et factieux. La déchéance de la nationalité française est appliquée à nombre de ceux qui l'avaient réclamée pour Maurice Thorez et André Marty.

Les Partis qui ont dissous le Parti Communiste ont été à leur tour dissous par des hommes qui n'auraient jamais accédé au pouvoir sans les persécutions anti-communistes et anti-ouvrières. Ces Partis sont morts, et c'est la dissolution du Parti communiste qui leur a porté un coup mortel. Leur histoire est maintenant terminée. Quant à notre Parti, l'histoire de ses vingt ans pourtant bien remplie n'est encore, en comparaison de son avenir, qu'une préhistoire.



CONCLUSIONS

L'histoire du Parti Communiste Français permet de vérifier la justesse et de mieux comprendre la signification concrète des grands enseignements du marxisme-léninisme. Elle condense les leçons les plus précieuses des expériences du mouvement ouvrier français que les efforts conjugués de la propagande nazie et des traîtres de Paris et de Vichy s'efforcent aujourd'hui de faire oublier.

La nécessité du Parti révolutionnaire du prolétariat

La diffusion du marxisme enseignant à la classe ouvrière la nécessité d'avoir son Parti révolutionnaire indépendant, s'est heurtée en France, pendant longtemps, à des théories, comme le proudhonisme et l'anarcho-syndicalisme qui niaient cette nécessité. Ce sont ces mêmes préjugés que les démagogues nazis et leurs laquais voudraient ressusciter dans la classe ouvrière.

L'histoire du Parti Communiste Français montre d'une manière irréfutable la nécessité pour le prolétariat d'avoir son Parti révolutionnaire « exempt d'opportunisme, intransigeant vis-à-vis des conciliateurs et des capitulards, révolutionnaire vis-à-vis de la bourgeoisie et de son pouvoir d'Etat » (Histoire du Parti bolchévik, p. 333)

Le prolétariat russe qui seul possédait, en 1914, un tel parti — le Parti bolchévik de Lénine et de Staline, — fut entraîné par lui, non à l'union sacrée, mais à la lutte contre la guerre impérialiste, et il put, sous sa direction, continuer cette lutte à travers le renversement du tsarisme, jusqu'au renversement de la domination des capitalistes et des propriétaires fonciers. Le prolétariat français qui ne possédait pas un tel parti, fut entraîné dans l'Union sacrée et resta sans direction révolutionnaire dans les luttes qu'il a menées pendant la guerre de 1914-1918, et au lendemain de cette guerre. La bourgeoisie put, avec l'appui de ses agents socialistes et réformistes, sauver sa domination.

Sans le Parti Communiste, le prolétariat de notre pays aurait continué à être privé de direction révolutionnaire, aussi bien en face des attaques des oligarchies à l'intérieur, que durant la deuxième guerre impérialiste et, aujourd'hui, dans les conditions de la défaite et de l'oppression. Il n'aurait pas connu le front populaire et, après une deuxième union sacrée, il serait livré maintenant à

l'hitlérisme ou au « de gaullisme », dans les deux cas à la direction idéologique et politique de la bourgeoisie.

Les batailles que le prolétariat français, dirigé par le Parti Communiste, a menées, au cours des vingt dernières années, ont maintenu vivantes ses traditions révolutionnaires et lui ont procuré, en outre, des avantages réels, en faisant reculer, plus d'une fois, l'oligarchie. Il faut souligner particulièrement que laisser le prolétariat sans direction révolutionnaire « c'est ruiner la cause de la révolution prolétarienne ». (Histoire du Parti bolchévik, p. 333) Grâce à la direction révolutionnaire que le Parti Communiste a imprimée à la lutte du prolétariat français, la cause de la révolution prolétarienne a été, en France, non seulement *sauvegardée*, mais encore *avancée*. La lutte contre l'occupation de la Ruhr et la guerre du Maroc, l'Unité d'action et le Front Populaire, la lutte contre la deuxième guerre impérialiste et la lutte actuelle pour la France libre et indépendante, ne sont pas de simples épisodes isolés et sans lendemain, ce sont, au contraire, les divers moments de la lutte au cours de laquelle le prolétariat français et son Parti, le Parti Communiste, acquièrent l'expérience et la force nécessaires pour l'accomplissement de la révolution prolétarienne en France; ce sont les divers moments de cette période historique au cours de laquelle se prépare la révolution française socialiste.

Le Parti Communiste n'a pu assumer la direction révolutionnaire du prolétariat que parce qu'il a chassé impitoyablement de ses rangs les opportunistes et les capitulards; que parce qu'il s'est efforcé, fidèle à la grande promesse de Tours, de devenir le Parti du type nouveau, le parti du type léniniste.

« Sans un tel Parti on ne saurait même songer à renverser l'impérialisme, à conquérir la dictature du prolétariat ».

(Histoire du Parti Communiste bolchévik, p. 333)

Sans le Parti Communiste, le prolétariat français ne pourrait songer, lui non plus, au renversement de l'impérialisme et à la conquête de la dictature du prolétariat. Mais, avec le Parti Communiste, trempé dans les batailles livrées à la bourgeoisie pendant vingt années, et fidèle à l'enseignement de Marx, Engels, Lénine et Staline, il peut non seulement y songer, mais encore y songer avec la certitude de réussir.

Ce n'est pas du jour au lendemain que le Parti Communiste Français a pu devenir un parti du type léniniste. Il a pu le devenir au prix des rudes efforts qu'ont déployés ses dirigeants, comme Marcel Cachin, Maurice Thorez, André Marty, Jacques Duclos, Benoît Frachon qui ont instruit le Parti dans la théorie et dans la prati-

que au cours de vingt années de luttes, pour forger l'arme de la victoire du peuple de France.

Si le peuple de France possède aujourd'hui cette arme, il le doit, en premier lieu, à Lénine et à Staline, qui montrent la voie, et à l'Internationale Communiste qui, éclairée par toute l'expérience du mouvement ouvrier international, a aidé le Parti à devenir un véritable Parti Communiste.

Le marxisme-léninisme, boussole du Parti

C'est grâce au marxisme-léninisme que le Parti a pu remplir effectivement son rôle de guide de la classe ouvrière. Il est clair, en effet, qu'à chacune des étapes de son histoire, c'est grâce au marxisme-léninisme que le Parti a pu adopter une position indépendante, précisément ces positions qui lui ont permis, non seulement de lutter efficacement pour les intérêts immédiats des travailleurs, mais, en même temps, pour la sauvegarde de leur avenir, pour la révolution prolétarienne. C'est grâce au marxisme-léninisme que le Parti a pu prévoir la crise avec ses conséquences en France et y préparer les travailleurs ; qu'il a pu élaborer la théorie et la tactique de l'unité d'action, du Front Populaire et de l'union de la Nation Française ; découvrir la nature impérialiste de la guerre déclanchée en septembre 1939, et se dresser, à partir de juin 1940, à la fois contre l'impérialisme allemand et l'impérialisme anglo-américain. Sans le marxisme-léninisme, le Parti aurait été incapable de se placer *à la tête* de la classe ouvrière et du peuple de France ; de remplir sa mission de *parti d'avant-garde révolutionnaire*. Il se serait traîné, comme le Parti socialiste, à la remorque des partis bourgeois, en soutenant le traité de Versailles et la guerre du Maroc ; en ne prévoyant ni la crise, ni la deuxième guerre impérialiste et la défaite ; en ne voyant pas, aujourd'hui, d'autre solution que l'asservissement de la France par l'un des groupes impérialistes en lutte pour le partage du monde. En fait, il aurait disparu de la scène politique, alors que c'est lui seul, au contraire, qui a résisté victorieusement, continuant la lutte et allant de l'avant, tandis que tous les autres Partis se sont effondrés.

C'est un fait historique incontestable qu'au cours des vingt dernières années, seul de tous les partis en France, le Parti Communiste s'est montré clairvoyant, que lui seul a pu prévoir la marche des événements. Il a pu être ainsi grâce au marxisme-léninisme. C'est grâce à la doctrine sans cesse vérifiée du communisme scientifique que le Parti a pu conduire la classe ouvrière *en avant* et qu'il continue à la conduire *en avant* aujourd'hui.

On voit actuellement mieux que jamais l'importance historique incommensurable du marxisme-léninisme. Toutes les théories économiques, sociales, politiques des partis bourgeois et du Parti Socialiste se sont effondrées, balayées par les événements ; leurs propagateurs en sont réduits à répéter, comme des perroquets, les derniers slogans de la propagande de l'Impérialisme allemand ou de l'Impérialisme anglo-américain, laissant la masse de leurs anciens adhérents dans le désarroi, incapables qu'ils sont de voir plus loin que la situation immédiate. Par contre, le Parti communiste voit, grâce au marxisme-léninisme, non seulement ce qui est, mais ce qui *se prépare* ; il sait, au moment même où l'impérialisme semble triompher, que *ses jours sont comptés* ; que jamais il n'a été plus près de sa fin qu'à présent où il semble s'établir plus solidement que jamais, et le sachant, le Parti Communiste agit en conséquence, en préparant sans cesse *l'avenir*.

La lutte contre les agents de la bourgeoisie dans la classe ouvrière

L'histoire du Parti Communiste Français met en relief l'importance vitale de la lutte contre les agents de la bourgeoisie dans la classe ouvrière et, d'une manière générale, dans les masses populaires. Au cours des vingt dernières années, les travailleurs luttant pour leurs revendications et pour la réalisation de leur idéal, ont toujours trouvé sur leur chemin, tout comme précédemment, les dirigeants du Parti Socialiste et les chefs réformistes de la C. G. T. : les Blum, les Paul Faure, les Zyromsky, les Jouhaux, les Belin et leurs semblables. On les retrouve dans chaque période, aidant de toutes leurs forces la bourgeoisie et exécutant les manœuvres les plus susceptibles de faire triompher la volonté de la bourgeoisie. On les voit, en 1914, faire l'Union sacrée ; en 1917-1918, chercher à empêcher la lutte contre la guerre impérialiste ; en 1918-1920, saboter les grèves de masse, soutenir le traité de Versailles et l'intervention armée contre l'U.R.S.S. ; faire la scission ; de 1920-1935, chercher, par tous les moyens, à empêcher l'unité d'action et le Front Populaire, puis saboter le Front Populaire ; en 1939, refaire l'Union sacrée et se placer à l'avant-garde de la persécution des communistes. On les voit, enfin, se diviser en 1940, comme la bourgeoisie elle-même, une fraction fournissant les laquais d'Abetz et de Pétain, une autre ceux de de Gaulle et de Larminat, chacun étant prêt à changer de maître au gré des événements. De leur côté les chefs radicaux, les Daladier, Herriot et leurs semblables, effectuaient le même travail dans la paysannerie et dans les classes moyennes.

L'histoire du Parti Communiste Français montre que la classe ouvrière et l'ensemble du peuple laborieux n'ont pu faire aboutir réellement leur volonté que dans la mesure où l'influence de ces politiciens dans les masses a reculé. Ces soi-disant démocrates ont été, en fait des *obstacles constants au fonctionnement de la démocratie.*

A l'époque du « Cartel des Gauches », quand l'influence de ces agents était à son apogée, les masses populaires n'ont rien obtenu. Mais à l'époque du Front Populaire, quand leur influence avait reculé au point qu'il furent obligés d'accepter l'unité, les travailleurs ont obtenu les lois sociales et connu *la période la plus démocratique de la IIIe République.* Il est bien évident que la victoire complète de la cause du peuple exige la liquidation totale et définitive de l'influence de ces laquais de l'oligarchie. C'est pourquoi il est indispensable de faire connaître, jusque dans les couches les plus profondes des masses travailleuses, leurs trahisons et leur faillite.

Il est vrai qu'à présent, alors que cette catégorie d'agents est discréditée, l'oligarchie lance, à côtés des chefs socialistes et réformistes vendus à Abetz et à Pétain, ses agents fascistes qui servent à la fois l'oligarchie française et l'impérialisme étranger. Le Parti, qui n'a cessé de combattre, au cours des vingt dernières années, tous les agents de la bourgeoisie, continue aujourd'hui à combattre avec la plus grande vigueur la propagande nazie, en même temps que la propagande pseudo-démocratique de l'impérialisme anglo-américain.

La lutte contre les agents de la bourgeoisie dans le Parti

L'histoire du Parti nous montre que le Parti ne peut remplir son rôle sans chasser de ses rangs impitoyablement ceux qui, de quelque manière que ce soit, y représenteraient l'influence de la bourgeoisie.

Le développement du Parti, son renforcement idéologique et politique, ainsi que l'accroissement de son influence sur les masses, ont toujours été étroitement liés aux succès qu'il a remportés dans cette lutte.

Sans cette lutte il n'aurait pu réaliser l'unité idéologique sur la base du communisme scientifique de Marx, Engels, Lénine et Staline et il n'aurait pu établir la discipline dans ses rangs. Or, sans la discipline dans ses rangs, il n'aurait pu devenir un véritable Parti communiste.

Si le Parti n'avait pas lutté avec intransigeance contre l'opportunisme qui, au lendemain de Tours, voulait se maintenir dans le

Parti, nous n'aurions pas été capables de mener les luttes acharnées contre l'occupation de la Ruhr, contre la guerre du Maroc, contre la deuxième guerre impérialiste et d'affronter la répression de la bourgeoisie, en fortifiant et en développant le Parti. Si les sectaires, les contrebandiers trotskystes et l'équipe du « groupe » n'avaient pas été radicalement extirpés, le Parti n'aurait pu devenir le grand parti de masse qu'il est à présent. Si tout le Parti n'avait pas été instruit dans l'esprit d'une lutte implacable contre toutes les formes de la provocation policière et trotskyste, il n'aurait pu déployer avec une telle vigueur et une telle ampleur la lutte dans les conditions de l'illégalité, au milieu d'une oppression *sans précédent*.

Chacune des étapes de la lutte contre les agents de la bourgeoisie dans le Parti a été un jalon sur la route qui conduit au grand Parti capable de préparer et de remporter la victoire.

Le Parti Communiste, Parti de la victoire du peuple de France

L'histoire des vingt dernières années montre à tous les travailleurs que le Parti communiste est le seul parti populaire, le seul qui soit vraiment national.

Les événements qui se sont déroulés depuis la guerre de 1914-1918, ont mis pleinement en relief le fait que la domination des oligarchies est devenue incompatible avec la prospérité et la vie même du peuple français. Parce qu'il est le Parti révolutionnaire du prolétariat, le Parti communiste est le parti de l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie, des classes moyennes et des intellectuels contre l'ennemi commun, le capitalisme.

Au cours des vingt dernières années, l'oligarchie a constamment sacrifié l'intérêt national à ses intérêts de classe. C'est pour cela qu'elle a conduit la France à la guerre et à la défaite, à l'asservissement et à l'oppression par l'impérialisme étranger. Il n'y a pas d'autre avenir pour la France sous la domination de l'oligarchie (1). C'est pourquoi le Parti communiste, qui lutte pour le renversement de l'oligarchie, est le seul parti qui soit réellement national, le seul qui puisse réellement faire revivre et continuer la Nation Française.

Ce fait éclate aujourd'hui devant tous. Le Parti communiste est le seul Parti qui lutte pour un avenir qui ne soit pas l'asservissement à un impérialisme étranger, fut-il anglo américain, mais

(1) Voir le sixième cours.

pour l'avenir de la nation française libre de toute exploitation capitaliste et de toute oppression impérialiste.

L'histoire du Parti montre qu'il est capable de réaliser ses tâches, qu'il est capable de remporter la victoire.

Aucun parti n'a résisté au choc de la guerre et de la défaite. Le Parti communiste seul a résisté. Aucun parti n'aurait résisté aux persécutions dont le Parti est l'objet, Le Parti communiste a résisté et il résistera toujours, *parce qu'il n'est pas un parti comme les autres.* Il est le Parti formé à l'école de Lénine et de Staline, dont les noms sont devenus les symboles des plus grandes victoires que les peuples aient remporté dans l'histoire.

Le Parti communiste s'est révélé, au cours des vingt ans de son histoire, comme le seul parti sincère vis-à-vis des masses, au milieu de tous les autres partis dont la seule raison d'être est de tromper le peuple; le seul parti intègre, au milieu des autres partis qui tous ont constamment trempé dans la boue de la corruption capitaliste, le seul parti courageux, au milieu des autres partis dont l'histoire est faite de la lâcheté vis-à-vis de l'oligarchie et de la trahison vis-à-vis du peuple, le seul parti de la victoire, au milieu des autres dont les noms sont synonymes de faillite et de défaite.

La victoire du communisme est inscrite dans les lois inéluctables du développement de la société. Mais sa réalisation effective nécessite l'existence d'un parti qui la prépare et l'accomplisse. Ce parti existe aujourd'hui. C'est le Parti qui combat en France sous le drapeau de la Commune, devenu le drapeau de Marx, Engels, Lénine et Staline; c'est le Parti Communiste Français de Marcel Cachin et d'André Marty, de Maurice Thorez, de Jacque Duclos et de Benoît Frachon; le Parti de Vaillant-Couturier et d'Henri Barbusse qui vivent dans le cœur des travailleurs de France; des dizaines de martyrs tombés dans la lutte contre les ennemis du peuple; des dizaines de milliers qui attendent avec confiance et fermeté, au milieu des souffrances des prisons et des camps, l'heure de reprendre le combat à la tête des masses laborieuses.

L'existence d'un tel Parti, c'est la grande réalisation du mouvement ouvrier français des vingt dernières années. Les événements qui murissent au milieu de la deuxième guerre impérialiste montreront que ce fait aura une importance décisive pour l'histoire de la France elle-même.

LECTURES : Le Parti Communiste a vingt ans.
Maurice Thorez : Fils du Peuple.
Histoire du Parti Communiste-Bolchévik de l'U.R.S.S.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

L'objet du cinquième Cours.
Ce qu'est l' histoire du Parti Communiste Français.

CHAPITRE I

LES ORIGINES DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, CONTINUATEUR DES PARTIS OUVRIERS ET DU MOUVEMENT PROGRESSIF.

Le Parti Communiste, héritier des traditions révolutionnaires du prolétariat français.
Le Parti Communiste Français a continué et développé le communisme français.
Dans l'histoire du Parti Communiste continue l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire de notre pays.

CHAPITRE II

LA FORMATION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS (1914-1920)

La première guerre impérialiste mondiale.
La genèse de la première guerre impérialiste mondiale.
« l'Union Sacrée » en France en 1914.
Les causes de « l'Union Sacrée ».
La renaissance du mouvement revendicatif. Débuts de la lutte contre la guerre impérialiste. La Révolution d'Octobre.
L'essor du mouvement de masse. L'armistice. L'intervention anti-soviétique et la révolte des marins de la Mer Noire.
Le Traité de Versailles.
Le développement de l'opposition révolutionnaire au sein du Parti Socialiste.
Le Congrès de Tours. L'adhésion à l'Internationale Communiste.
Les causes de la scission.
La nouvelle classe ouvrière.

CHAPITRE III

LA LUTTE DU PARTI COMMUNISTE CONTRE L'ASSERVISSEMENT DE L'EUROPE PAR L'IMPERIALISME FRANCO-ANGLAIS (1920-1923).

La lutte contre l'occupation de la Ruhr.

L'épuration du Parti. L'organisation nouvelle.

La mort de Lénine.

CHAPITRE IV

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS SOUS LE REGNE DU CARTEL DES GAUCHES

Le problème « Qui payera ? »

La guerre du Maroc.

La tactique « classe contre classe ».

CHAPITRE V

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS A LA TETE DES CLASSES LABORIEUSES DANS LA LUTTE CONTRE LES CONSEQUENCES DE LA CRISE ECONOMIQUE

Le Parti Communiste Français prépare les travailleurs à la lutte contre les menaces de guerre et les conséquences de la crise économique.

Le « groupe ».

La crise économique en France.

CHAPITRE VI

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS CONDUIT LA LUTTE VICTORIEUSE DES MASSES POPULAIRES CONTRE L'OFFENSIVE DU FASCISME

L'offensive du fascisme en France.

La politique d'union du Parti Communiste.

La lutte du Parti pour le Front unique.

Les journées de février 1934.

La conférence nationale d'Ivry. Le Pacte d'unité.

La lutte du Parti pour le Front Populaire.

Le programme du Front Populaire.

L'extension de la guerre impérialiste. Le Parti développe la lutte pour la paix.

Le Congrès de Villeurbanne.

L'Unité Syndicale.

La remilitarisation de la Rhénanie.

Les élections de mai 1936.

CHAPITRE VII

LA LUTTE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS POUR LE PAIN, LA PAIX ET LA LIBERTE

L'essor du mouvement de masse : les grèves de juin 1936.
La contre-offensive de l'oligarchie.
La politique du gouvernement Blum.
La lutte du Parti pour la défense de l'Espagne républicaine.
Le Congrès d'Arles.
La lutte du Parti pour écarter de la France la deuxième guerre impérialiste.
Munich et ses suites.

CHAPITRE VIII

LA LUTTE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS CONTRE LA DEUXIEME GUERRE IMPERIALISTE.

Les négociations de Moscou. Le double jeu de l'impérialisme franco-anglais.
Le pacte soviéto-allemand.
L'Union Sacrée de 1939.
La lutte du Parti Communiste Français contre la deuxième guerre impérialiste et pour la paix.

CONCLUSIONS

La nécessité du Parti Révolutionnaire du Prolétariat.
Le marxisme-léninisme, boussole du Parti.
La lutte contre les agents de la bourgeoisie dans la classe ouvrière et dans les masses laborieuses.
La lutte contre les agents de la bourgeoisie dans le Parti.
Le Parti Communiste Français, parti de la victoire du peuple de France.



Imprimé en France - Mai 1941